

1500

AMBITION ET LIMITES

Les socialistes français et la contrainte européenne

(Suite de la première page.)

opposant physiquement. M. Mitterrand aux éventuelles « troupes de l'ordre d'occupation »...

Replacés dans ce contexte, les tentatives qui ont été faites à l'été 1987...

C'est dans ces conditions que s'est déroulée l'opération de la loi d'orientation...

Un dernier point : votre ordre d'attente de 42 % comme au régime était nouveau.

Il n'est rien. C'est le pouvoir moyen des abstentions lors des élections...

« disloquée »

de ces mesures, depuis trois ans la garantie de l'emploi de ces salariés...

En fait, un jeune peut le faire. Mais il faut un SIVP nettoyé...

Pour ma part, lorsque je revois ces jeunes, ils ont tous une certaine...

Le cours qui a fait renaître le droit à l'existence. Existence réelle...

SOLIDAIRES

« L'insuffisance dans la société civile, écartèlement entre les ambitions des présidents... »

« L'insuffisance dans la société civile, écartèlement entre les ambitions des présidents... »

« L'insuffisance dans la société civile, écartèlement entre les ambitions des présidents... »

Avec des variations et des hauts et des bas tenant à la couleur politique de gouvernements aguilonnés par les syndicats...

En réponse à la crise du milieu des années 70, c'est à cet édifice que s'est attaqué le procès de « modernisation »...

Le PS français est-il équipé pour relever ces défis ? Contrairement aux grandes social-démocraties d'Europe du nord...

L'effondrement du Parti communiste et donc le démantèlement de la contre-culture qu'il avait su créer...

La marge réduite des politiques nationales

FRAGILITÉ militante, ancrage insuffisant dans la société civile, écartèlement entre les ambitions des présidents...

plus dramatiques : chômage, non-formation, coexistence de communautés ethniques, environnement urbain sinistré...

M. Laurent Fabius posait assez lucidement le problème de l'identité du PS quand il lui assignait le rôle d'un parti démocrate à l'américaine...

Dans tous les autres pays d'Europe, l'existence d'un système parlementaire à l'état pur limite, s'il ne les supprime pas...

Tout congrès de « recomposition » du PS aura à se pencher sur ce problème qui ressemble fort à la quadrature du cercle...

La marge réduite des politiques nationales

remarque Edgard Pisani, « ne voit-on pas pourtant que des générations entières se débattaient en quête du sens ? » (5), et que, à « pensée sans objet et société sans projet » (6)...

cultés pour le recouvrement de l'impôt sur les grandes fortunes, prévu par M. Mitterrand pour financer partiellement le revenu minimum d'insertion...

Combattre le marché unique ?

Avec des mandats s'achevant respectivement en 1995 et en 1993, le président de la République et l'Assemblée nationale élue en juin...

L'adoption de telles positions collectives ne serait, bien entendu, pas suffisante. Il faudrait également qu'elles soient relayées par les représentants de quelques États au niveau des conseils...

Dans tous les autres pays d'Europe, l'existence d'un système parlementaire à l'état pur limite, s'il ne les supprime pas...

Tout congrès de « recomposition » du PS aura à se pencher sur ce problème qui ressemble fort à la quadrature du cercle...

ments « par le bas » sont à prévoir, notamment en matière sociale. Ce qu'aucun néolibéral n'aurait osé imaginer dans son propre pays...

Combattre le marché unique ?

La seconde option, beaucoup plus vraisemblable, compte tenu de la lenteur prévisible des contacts entre partis européens et du caractère implacable du compte à rebours engagé à la CEE...

Dans les deux cas de figure évoqués plus haut, il faut se souvenir que l'Acte unique, en autorisant la majorité qualifiée pour un grand nombre de décisions...

nement de M. Michel Rocard ira-t-il jusque-là et donnera-t-il éventuellement un jour le statut d'« intérêt vital » par exemple...

Reste enfin la dernière option, qu'un Européen aussi convaincu qu'Edgard Pisani n'hésite pas à envisager : « Si, en termes de forces et non d'institutions, l'Europe culturelle, sociale et politique ne se construit pas à temps pour donner un sens au marché unique, alors il nous faudra le combattre... »

Les « petites phrases » politiciennes ont, à l'occasion, des résonances dépassant leur cible avouée. Avec un peu de recul, et compte tenu de la lourdeur des dossiers qui attendent le gouvernement issu de l'élection du 8 mai...

BERNARD CASSEN.

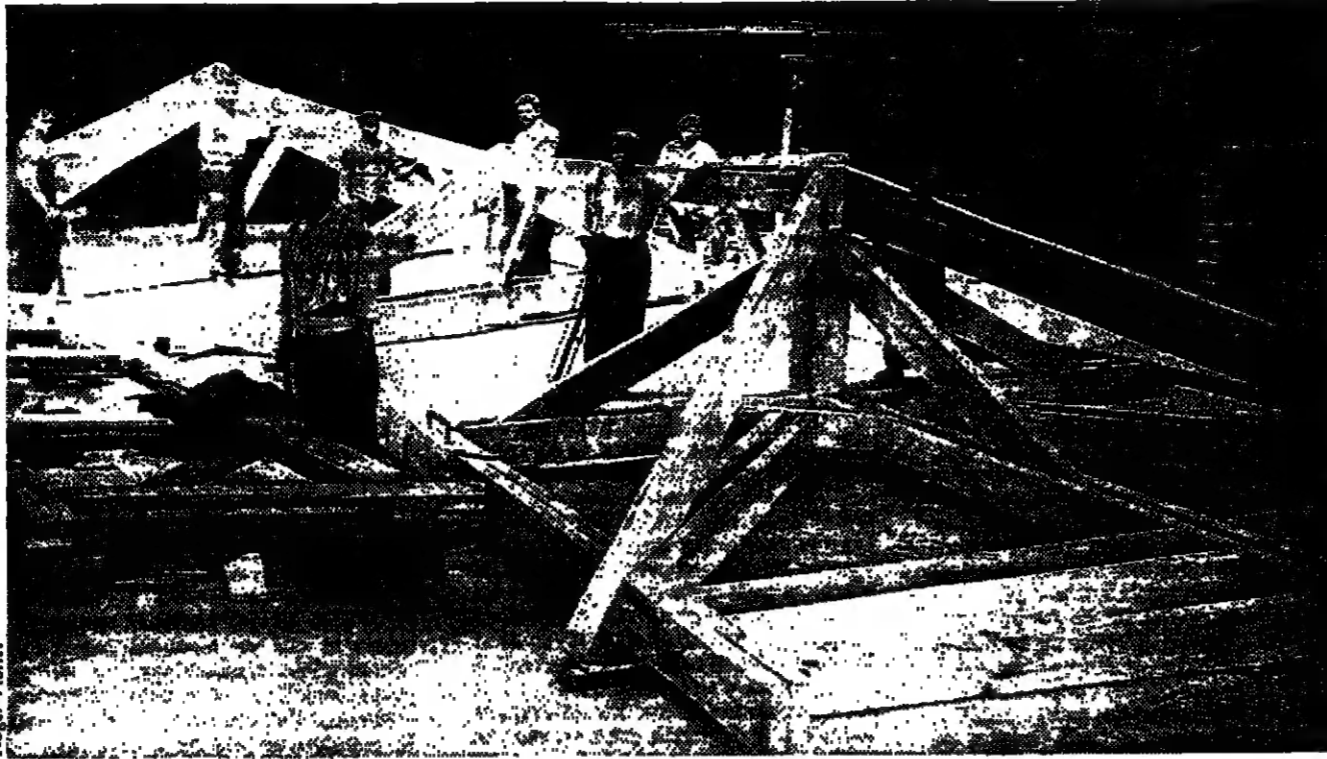
- (3) Gilles Martinet, « Social-démocratie et identité européenne », Revue politique et parlementaire, n° 926, novembre-décembre 1986. (4) Thierry Pfister, introduction au débat « La gauche veut-elle encore changer la société ? », Revue politique et parlementaire, n° 927, janvier-février 1987. Voir également Jacques Kerpost, « Quel avenir pour le Parti socialiste ? », Politis, 12 mai 1988. (5) Edgard Pisani, « Socialisme et société », L'Événement européen, n° 1, Paris, 1988. (6) Voir « Des sociétés malades de leur culture », Maitre de voir 1, le Monde diplomatique, décembre 1987. (7) N° 21, mars 1988. (8) Edgard Pisani, op. cit.

Advertisement for 'BOURGUIBA Tome 1 "A la conquête d'un destin" 1901-1957'. Includes a portrait of Bourguiba, a 'BON DE COMMANDE' form, and promotional text about the book's content and availability.

MÉCANISMES D'EXCLUSION ET EXTRÉMISME

Quand le chômage sape la République

(Suite de la première page.)
Devant un échec aussi patent, ils seraient disqualifiés et chassés du système s'ils ne le tenaient entre leurs propres mains. Plus normale leur paraît donc l'exclusion des autres, à qui des voix non dépourvues de talent, exploitant leur désarroi, s'efforcent d'offrir un sentiment d'appartenance.



COOPÉRATIVE DE CHARPENTIERS
Alger les contraintes qui découragent d'embaucher

Les unes accablent le bouc émissaire, nécessairement « différent » ; aujourd'hui le musulman, comme pendant plus d'un siècle, aux Etats-Unis, les catholiques, corps étranger dans lequel la société protestante percevait une menace (voir, page 32, l'article de Philippe Vidélier). Après le passage de John Kennedy à la Maison Blanche, cette démonstration paraît odieuse et ridicule. Ainsi en ira-t-il demain pour ceux que M. Le Pen vilipendait aujourd'hui.

électronique, recherche fondamentale, télécommunications, nouveaux moyens de transport, biotechnologies, etc. Dans la seule informatique, « quatre millions d'emplois sont en jeu d'ici à 1990 », note Michel Albert.

Une autre étude montre que le prolongement des tendances actuelles conduirait dans douze ans la CEE à un intolérable taux de chômage de 16 %, alors que l'achèvement du marché intérieur européen procurerait des bénéfices d'environ 200 milliards d'ECU et entraînerait la création de cinq millions d'emplois (12). L'urgence est grande. Peut-on s'offrir le luxe d'attendre l'échéance de 1992 ? Les Douze sont-ils disposés à accélérer le mouvement en n'acceptant pas la seule logique néolibérale de circulation des capitaux et des marchandises et en privilégiant les impératifs de la cohésion sociale ? (voir, pages 1 et 3, l'article de Bernard Cassen).

Son action doit s'inscrire dans trois directions : en s'appuyant sur Eurêka, intensifier l'effort de développement des technologies de pointe, qui, si elles suppriment des emplois, n'en créent pas moins l'avenir de toute société ; aider les petites et moyennes entreprises, importantes pourvoyeuses d'emplois, à améliorer leurs capacités d'exportation (13) ; favoriser les activités de services, non pas dans le style des « petits boulots » chers à M. Séguin, mais pour satisfaire des « demandes solvables qui restent sans réponse ou ne sont pas même formulées (14) » : crèches, équipements de sports et de loisirs, formation et culture, aides à domicile, transports locaux, sauvegarde du patrimoine historique et touristique, mouvements associatifs, notamment pour les adolescents, etc.

La richesse ne repose pas uniquement sur la production de biens matériels (agriculture et industrie). Elle est conditionnée par tout ce qui contribue à l'épanouissement humain. Deux secteurs s'imposent à l'attention. D'une part, l'enseignement : recourir des maîtres et professeurs de plus haut niveau et, pour attirer les meilleurs éléments, revaloriser leur statut social. D'autre part, la vie associative : son développement libère le champ libre aux extrémismes, alors que son efficacité reste sans rivale : comme le dit M. Jean-Louis Koller, secrétaire général de la Ligue de l'enseignement et de la formation permanente, « grâce à notre bénévolat avec 5 F de subvention nous sommes capables de créer 20 F (15) ». De 1986 à 1988, la droite a malmené des associations qu'elle ne contrôlait pas (16). Sans grand succès, elle prônait le mécénat. Humainement et économiquement, le temps des bénévoles donne de meilleurs résultats que l'argent des mécènes.

découragent les 904 000 artisans d'embaucher des compagnons.

PRESSER le cours de l'immobilier européen, dynamiser le Plan : ces deux politiques prennent tout leur sens si l'on songe de surcroît aux immenses besoins qui doivent être satisfaits dans le tiers-monde. Casser les spéculations qui jouent à la baisse sur les cours des produits tropicaux accroît les capacités d'importation de nos partenaires africains (17).

CLAUDE JULIEN

- (9) Voir l'article d'Ignacio Ramonet, Le Monde diplomatique, décembre 1988.
(10) Michel Albert, op. cit., pages 296 et suivantes.
(11) Voir l'article de Jean-Paul Flanchon, Le Monde diplomatique, janvier 1988.
(12) Futuribles, avril 1988.
(13) Voir Alain Buzelle et Bérard Costa de Beauregard, PMI, enjeux régionaux et internationaux, préface de Georges Chauvin, Economica, Paris, 1987. En France, 31 300 PMI représentaient en 1985, avec 1 750 000 salariés, 25,7 % des effectifs industriels, 40 % de la valeur ajoutée industrielle et environ 10 % de la population salariée. Aux Etats-Unis, entre 1976 et 1982, le taux de croissance de l'emploi a été de 1 % dans les entreprises de plus de 500 personnes et de 43 % dans celles de moins de 20 salariés.
(14) Michel Gaspard, Les Services contre le chômage, préface de Jean Fourastié, Alternatives économiques, Syros, Paris, 1988.
(15) Cité par La Croix, 8-9 mai 1988, page 2.
(16) Voir l'article de Bernard Cassen, « Vitalité et innovations des réseaux associatifs », Le Monde diplomatique, février 1988.
(17) Ce thème a été trop souvent abordé dans les colonnes du Monde diplomatique pour qu'il soit utile de le reprendre ici.
(18) Grand Orient de France, « Texte d'orientation générale », 19 décembre 1987.

Si prometteuses soient-elles, les perspectives européennes ne sauraient invalider tout effort national. Alors pourquoi cette étonnante discrétion sur le rôle du Plan ? L'expérience suggère qu'il convient d'en repenser la mission, de resserrer ses objectifs en lui assignant un petit nombre de priorités, d'intensifier ses pouvoirs d'intervention en mettant à son service une véritable banque d'investissement.

COMMENT aller plus loin ? Pour être efficace, toute action devra porter sur trois terrains : l'Europe, la France, le tiers-monde.
Michel Albert a calculé que, pour augmenter de 1 % pendant trois ans le taux annuel de croissance de la Communauté européenne, il suffirait d'investir chaque année 0,6 % de sa production intérieure brute (10). Il propose de prélever sur les produits pétroliers une modeste taxe que la baisse des cours rendrait aisément supportable.

Le choix est clair : « Consommer immédiatement la baisse du pétrole » ou bien « investir pour assurer l'avenir ». Rappelant en outre que les pays de la Communauté détiennent « en tiers des réserves en devises du monde et près de la moitié des réserves d'or », il plaide en faveur d'un renforcement du système monétaire européen (SME) pour en faire « un deuxième pôle monétaire d'importance mondiale ». Un pôle qui ne devrait pas être, comme c'est actuellement le cas, une simple zone monétaire au service du mark (11). L'actuelle « non-Europe » gaspille ses ressources en éparpillant ses efforts dans quantités de domaines :

AUX ETATS-UNIS

Quand le pouvoir fédéral conforte le « libéralisme des groupes d'intérêts »

LA campagne des élections primaires, aux Etats-Unis, bat actuellement son plein, et les sondages considèrent le probable candidat du Parti démocrate, M. Michaël Dukakis, comme le favori dans la course à la Maison Blanche. Cette période, où les débats sont pourtant fort nombreux, n'a pas été mise à profit jusqu'à présent pour faire le bilan, en particulier social, de la politique économique néolibérale de M. Reagan, et de poser certains graves problèmes de fond. Comme ceux, fondamentaux, que sou-

lève Theodore J. Lowi dans un manuel de science politique récemment paru en France.
Dans cet ouvrage au titre révélateur : la Deuxième République des Etats-Unis (1), Theodore J. Lowi affirme que l'Etat libéral contemporain — l'incarnation de ce qu'il appelle le « libéralisme des groupes d'intérêts » — a pris définitivement forme aux Etats-Unis voilà exactement trente ans, avec pour principale caractéristique l'extension des pouvoirs du gouvernement fédéral aux domaines sociaux et économiques — conflits ethniques, vie de l'entreprise, pollution, éducation — qui traditionnellement lui échappaient. Cette évolution, entamée par la révolution rooseveltienne — l'ensemble des réformes du New Deal instituées pour faire face aux conséquences sociales de la crise économique — a abouti à la naissance d'une république radicalement différente de celle, décentralisée et peu interventionniste, instituée par la Constitution de 1787, cependant toujours en vigueur.

les grandes lignes d'un mouvement d'opposition de gauche à l'américaine », tout en dressant un réquisitoire implacable contre le « nouveau libéralisme » de cette « deuxième République » qui s'est instaurée à travers une multiplicité d'organismes administratifs, dépendant d'un exécutif omniprésent, tiraillé par des lobbies grands et petits. Le règne de la « deuxième République » s'est traduit ces dernières années, dit-il, par la corruption de la justice, l'éclipse de la démocratie parlementaire, l'effacement de l'Etat de droit. La « révolution réaganienne » n'a fait qu'accélérer et accentuer la détérioration.

le déclin du Congrès, de rendre plus efficace le fonctionnement de l'administration. Appelant de ses vœux l'avènement de cette « troisième République », il conclut par une constatation déabusée : « En attendant, le passif de la deuxième République s'alourdit. Le spectre d'une deuxième République indéterminable, sans être celui du totalitarisme ou du chaos, n'en constitue pas moins une véritable menace à l'avenir américain : un cauchemar d'annuel administratif. »

SCHOFIELD CORYELL

- (1) Theodore J. Lowi, La Deuxième République des Etats-Unis : la fin du libéralisme, traduit de l'américain par Pierre-Olivier Monteil, PUF, Paris, 1987, 444 pages, 196 F.

LES 8 "Mastères" E.S.C.P.
A la rentrée universitaire 1988-1989, l'E.S.C.P. vous propose, pour la deuxième année, huit Mastères spécialisés en :
Audit international - Management des projets internationaux - Management bureaucratique - Management de la qualité en collaboration avec l'ECF et l'ESTP - Management de l'information et des médias - Management social - Management médical - Management de la trésorerie.
Les "Mastères" spécialisés (M.S.)
- une formation d'excellence de 3^e cycle.
- un standard international.
- un label qui fait la différence accrédité par la Conférence des Grandes Ecoles.
Conditions d'admission :
- être titulaire d'un diplôme de Grande Ecole, de 3^e cycle, DEA, DESS.
- diplôme équivalent d'université étrangère.
Renseignements et inscriptions :
Pierre COLLOPBERT, Responsable des programmes 3^e Cycle.
Ecole Supérieure de Commerce de Paris, 79, Avenue de la République, 75543 PARIS Cedex 11 - Tél. (1) 43.55.39.08, Poste 1157

MEMENTO DEFENSE - DESARMEMENT 1988
Unique en langue française
• 15 experts internationaux réunis par un institut indépendant
• Des analyses rigoureuses et une documentation exceptionnelle sur les négociations et rapport des forces de l'Europe, dépenses militaires et ventes d'armes...
• Un outil de consultation indispensable et essentiel.
Un livre de 264 pages, 98 FF.
Commandes et diffusion :
- GRIP 33, rue Van Hoorde, B - 1030 Bruxelles (tél. : 2.241.84.20)
- Diffusion Populaire 14, rue de Nanteuil - 75015 Paris (tél. : 1.45.32.06.23)

Limite
PRÉSENTÉ en cas de projet de « revenu minimal ».
M. Michel Rocard (2 000 000 F par enfant) soulève des problèmes, longtemps ignorés, qui pèsent sur les politiques sociales qui pèsent sur les politiques sociales...
Le «...»
L'ACE...
Le «...»
Le «...»

CRISES DANS LA

Imposture et violences

VINGT et un morts entre les deux tours d'une élection présidentielle... Un bilan effrayant et malheureusement « classique » dans nombre de régions du tiers-monde.

Le gouvernement de M. Chirac a laissé en héritage au président réélu un gâchis calédonien qu'il faudra réparer au plus vite. Il lui faudra aussi, dans l'ensemble de l'outre-mer français, poursuivre, sur les plans économique et social, la tâche amorcée entre 1981 et 1986 dans les domaines politique et administratif alors que les populations locales, pluri-ethniques, restent tiraillées entre le désir du maintien du statu-quo et la crainte d'une trop grande dépendance à l'égard de la métropole.

Par JEAN-MARIE KOHLER *

Septembre 1984 n'était plus qu'un mauvais souvenir pour les Calédoniens. Ils étaient persuadés que plus jamais une minorité indigène ne tenterait de reprendre par la force, au nom de l'ethnie autochtone, le contrôle de ce territoire que la France possède depuis plus de cent trente ans.

Dans cette optique, l'indépendance est non seulement injustifiée mais néfaste. Ne serait-elle pas anachronique dans un monde qui s'organise en ensembles de plus en plus larges, et suicidaire pour l'économie de cet archipel qui, grâce aux transferts de la métropole, est le plus riche de la région ?

La première justice à rendre à la population mélanésienne est de reconnaître que le peuple canaque existe et qu'il est par excellence le peuple de la Nouvelle-Calédonie. Les Mélanésiens sont restés majoritaires dans leur pays jusqu'aux années 60, malgré l'effondrement démographique qui avait fait croire à leur disparition imminente pendant les premières décennies de la colonisation.

Revendication indépendantiste et droits acquis

Les partis conservateurs présentent la société calédonienne comme une communauté pluri-ethnique réalisée, dotée d'une identité propre et d'un projet social résultant d'un large consensus. Il n'y aurait plus que des Calédoniens, pareillement attachés à leur « Caillou », résolus à rester français « dans leur immense majorité ».

FACE aux Mélanésiens, peuple de la Nouvelle-Calédonie, il n'y a - au sens strict du terme - que des immigrés. Une minorité d'entre eux appartiennent à des familles installées de longue date et considèrent ce pays comme leur unique patrie.

plement, destinée à assurer la suprématie blanche. Mais, depuis quelques années, le solde migratoire du territoire est stationnaire, voire négatif, et les Mélanésiens ont le taux de fécondité le plus élevé de tous les groupes ethniques. Ils sont près d'atteindre la moitié de la population et formeront, selon toute vraisemblance, la majorité du corps électoral dans quelque temps.

Certes, les Mélanésiens parlent une trentaine de langues, leurs systèmes sociaux varient d'une région à l'autre, de multiples antagonismes anciens et nouveaux les opposent. La scolarisation, la sécularisation et l'urbanisation déterminent chez eux, comme dans les autres communautés, des stratifications et des stratégies sociales divergentes. Rien, cependant, ne permet de mettre en cause leur identité, leur unité culturelle et sociale face aux populations allochtones.



FÊTE DE LA LIBERTÉ DU RUCP, NOUMÉA, SEPTEMBRE 1987. Une commémoration crispée autour de privilèges dévotement caillés.

dans laquelle il est spécifié : « L'arrivée et l'installation de nouveaux habitants qui auraient changé dans un pays colonial la composition numérique de l'ensemble de la population ne peuvent modifier en rien les droits du peuple colonial concerné. » Par souci d'ouverture, le mouvement indépendantiste a cependant admis que les colons les plus anciennement installés en Nouvelle-Calédonie, voire tous ceux ayant un parent né dans le territoire, soient associés à la consultation (en tant que « victimes de l'histoire »).

Le suffrage universel, règle d'or des démocraties, était perverti. Ce coup de force, qui s'identifiait à une imposture, a suscité une profonde amertume et beaucoup de ressentiment chez les Mélanésiens. Ils refusèrent de participer à l'opération, en rejetèrent le résultat et continuèrent à réclamer un référendum d'autodétermination respectant leur dignité et leurs droits.

Les Mélanésiens veulent l'indépendance pour une raison simple : la population colonisée ne supporte plus la situation qui lui est imposée. Les opérations de recolonisation mises en œuvre au cours des deux dernières années ont fini par acculer les Mélanésiens aux solutions de désespoir.

D'autant que le référendum consacrait la vocation de colonie de peuplement du territoire. D'importantes incitations financières et fiscales furent programmées pour renforcer les forces conservatrices. L'hégémonie blanche a enregistré de nouveaux et sensibles progrès à la faveur de réformes institutionnelles et du détournement des transferts financiers de l'Etat. Diverses formes d'apartheid se développent. La réforme foncière engagée en faveur des Mélanésiens sous l'égide de l'Office foncier fut réorientée au bénéfice des colons blancs et de leurs dépendants, sous l'autorité d'un organisme spécialement créé à cet effet (l'ADRAF). Les recherches pédagogiques entreprises pour diminuer l'échec scolaire des Mélanésiens (enseignement des langues vernaculaires et prise en compte de certaines spécificités culturelles) furent arrêtées. L'Office culturel, scientifique et technique canaque, chargé d'étudier et de faire connaître la culture mélanésienne, se vit transformer en un office voué à

SCIENCES PO.

- STAGE INTENSIF D'ÉTÉ
• STAGE ANNUEL
• STAGE SEMESTRIEL

DROIT/SCIENCES ECO.

- STAGE 2ème SESSION
• STAGE DE PRÉ-RENTREE
• STAGE DE SOUTIEN

documentation sur demande
IPEC
Face à la Sorbonne
Institut Privé d'Enseignement Supérieur
46, bd Saint-Michel, 75006 Paris
Tél. 46.33.81.23 / 43.29.02.71

Service lecteur n° 6
Le Monde diplomatique
5, rue de Montcaussy, 75007 Paris

LE MAGISTÈRE D'ÉCONOMIE ET DE FINANCE INTERNATIONALES DE BORDEAUX I

Spécificité : une équipe confirmée plus dix conventions d'association (stages, séminaires spécialisés, etc.)

LA FINANCE INTERNATIONALE
avec la BANQUE DE FRANCE, la BANQUE INDOSUEZ et...
les professeurs BOURGUINAT, McMAHON (Birmingham) URRUTIA (Bilbao)

L'EXPORTATION ET L'INVESTISSEMENT A L'ÉTRANGER
avec SAINT-GOBAIN, LECTRA-SYSTÈME et...
le professeur DENIS, MM. Sardin et Colombel

LA GESTION DE TRÉSORERIE ET L'INGÉNIEUR FINANCIÈRE
avec RÉMY-MARTIN, la BORDELAISE DE CRÉDIT, le CRÉDIT DU NORD et...
les professeurs BERTONECHE et HIRGOYEN

LES NOUVEAUX INSTRUMENTS FINANCIERS
avec la CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, le CRÉDIT AGRICOLE et...
les professeurs LACOUÉ-LABARTHE et MARQUET, M. Simonet

Renseignements : FAC. SC. ÉCONOMIQUES,
avenue Léon-Duguit, 33604 PESSAC - Tél. 56-80-78-41

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

propose aux universitaires, aux professeurs, aux cadres d'entreprises et d'organisations, aux étudiants tant français qu'étrangers de niveau supérieur, des séminaires afin de leur permettre de :

1 Comprendre les réalités de l'entreprise dans le contexte socio-économique français. Trois semaines dont un stage d'une semaine en entreprise et une semaine d'étude en province. Du 30 juin au 22 juillet 1988

2 Faire le point sur l'actualité politique, économique et sociale en France. Du 22 au 28 juin 1988

3 Évaluer le potentiel économique de la francophonie dans le monde et de le développer dans l'avenir. Du 18 au 22 juillet 1988

Renseignements, inscriptions :
Chambre de commerce et d'industrie de Paris
Direction de l'enseignement - Relations internationales
42, rue du Louvre, 75001 PARIS
Tél. (1) 45-08-37-34 - Telex 213509 DECCIP F

FRANCE EN
en Nou

La France en Nouvelle-Calédonie... Le « P...
de la République française...
de la République française...
de la République française...

Prise d'assau

P...
de la République française...
de la République française...
de la République française...

...
de la République française...
de la République française...
de la République française...

...
de la République française...
de la République française...
de la République française...

...
de la République française...
de la République française...
de la République française...

...
de la République française...
de la République française...
de la République française...

...
de la République française...
de la République française...
de la République française...

Handwritten signature or mark at the bottom center of the page.

RISES DANS LA violence

FRANCE D'OUTRE-MER en Nouvelle-Calédonie

L'exaltation d'une société pluri-ethnique imaginaire. Le « Plan de relance économique » accrue les inégalités dans des proportions inconnues... Est, à Nouméa, contient des dizaines de détenus noirs qui sont en fait des prisonniers politiques...



RASSEMBLEMENT DE MILITANTS DU FLNKS A CANALA, AOUT 1987 L'émergence du peuple canaque contre un système dépeché

marqueront l'avenir. La jeunesse canaque, qui a payé un lourd tribut (dix-neuf morts à Ouvéa), est plus que jamais déterminée à mener le combat à son terme. Pour sortir de ce cycle infernal, le dialogue est indispensable...

Le dialogue ne supprimera pas les antagonismes entre les Mélanésiens et les Européens en Nouvelle-Calédonie. Ces antagonismes sont déterminés par les structures coloniales héritées du passé, reproduites et sans cesse actualisées...

JEAN-MARIE KOHLER.

fait que des opérations de séduction et de renseignement. La « nomadisation » permet d'assurer la surveillance des villages. L'omniprésence de l'armée n'a pour but que d'intimider les indépendantistes. En cas d'incidents, les forces de répression interviennent avec une violence croissante...

tiers, 22 août 1987). Les marches, les sit in et les jeûnes eurent pour résultat le plus tangible de démobiliser une partie des militants, ce qui provoqua — par contrecoup — un regain de faveur pour les stratégies violentes.

Prise d'assaut et information-otage

Par JEAN CROZIER

PRÉCIPITÉ pour raisons électoralistes ou imposé pour sauver des gendarmes, le règlement de la prise d'otages d'Ouvéa pose, entre autres graves problèmes politiques, la question de la liberté de la presse sur un territoire français...

L'interdiction faite aux journalistes de pénétrer, d'interroger, de filmer ou de photographier est la loi première d'une ZMS. Justifiable en temps de guerre, mais en principe limitée en temps de paix au périmètre des installations militaires...

A Ouvéa, précisément, le premier jour de la prise d'otages, les deux équipes de télévision dépêchées sur place ont été enfermées dans un hangar de l'aérodrome...

Autre fait d'impopularité : le « relâchement » du contrôle, par l'armée, de l'accès à l'île d'Ouvéa n'a pas coïncidé avec le début de la libération des otages (5 mai), mais est intervenu le lendemain du second tour de l'élection présidentielle (9 mai)...

Enfin, jusqu'à la fin du second tour de l'élection présidentielle, l'accès à Ouvéa a dépendu de l'autorité militaire et du ministre des DOM-TOM. Seules, le 8 mai, l'équipe d'Antenne 2 accréditée par l'armée et celle de la « 5 » ont pu filmer à Ouvéa...

Ainsi, jusqu'à la fin du second tour de l'élection présidentielle, l'accès à Ouvéa a dépendu de l'autorité militaire et du ministre des DOM-TOM. Seules, le 8 mai, l'équipe d'Antenne 2 accréditée par l'armée et celle de la « 5 » ont pu filmer à Ouvéa...

Craignait-on que ces éventuels témoignages canaques fussent aux antipodes des versions officielles ? Ou qu'ils « tombent », en métropole, en plein scrutin ? Depuis, des enquêtes ont été ouvertes, mais, pendant les « événements », la presse n'avait pu travailler librement.

- (1) M. Bernard Pons à Nouméa, conférences de presse des 25 avril, 28 avril et 5 mai 1988. (2) Outre Ouvéa, sur les deux autres îles Loyauté (Maré et Lifou), plusieurs lieux, dont les aérodromes, ont été déclarés ZMS. Sur la Grande-Terre, ont également été déclarés « zones sensibles » l'aéroport de Touaourou et tous les postes militaires des principaux axes routiers (Canala-Thio-Hianghène). (3) TF 1, la « 5 », M 6. RFO et l'équipe d'Antenne 2 non accréditées.

Deux dossiers

Les Antillais en Europe

La Revue européenne des migrations internationales (1) a consacré un important dossier aux Antillais installés en Europe. Sont notamment analysés la politique française de l'immigration de 1946 à 1987 et la gestion sociopolitique de l'identité culturelle des Antillais en France...

L'avenir de l'outre-mer français

La commission Justice et Paix de l'Eglise catholique de France publie de son côté un très intéressant dossier sur « L'avenir de l'outre-mer français » (2). Appuyés sur une documentation solide, voici quelques jugements de la commission : « Les économies des DOM-TOM n'existent pas » ; le niveau de vie y est artificiellement assuré par des transferts de fonds publics (25 milliards par an)...

(1) Revue européenne des migrations internationales, vol. 3, n° 3, 4e trimestre 1987, 90 F, 95, avenue du Rectorat-France, 95022 Poissy, France. D'autre part, la revue Migrations, cahiers de l'immigration guadeloupéenne, guyanaise, martiniquaise et réunionnaise a consacré son premier numéro (1987) à l'insertion sociale en France des Français d'outre-mer (6, rue de l'Europe, 75014 Paris). (2) Commission française Justice et Paix, 71, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris.

INSTITUT D'ETUDE DES RELATIONS INTERNATIONALES (I.L.E.R.I.) Etablissement d'enseignement supérieur libre 12, rue des Saints-Pères, 75007 PARIS Tél. 42-96-51-48 Fondé en 1948, l'Institut donne une formation de caractère juridique, diplomatique, économique, commercial et linguistique aux étudiants et aux jeunes cadres désireux de se préparer aux CARRIÈRES INTERNATIONALES...

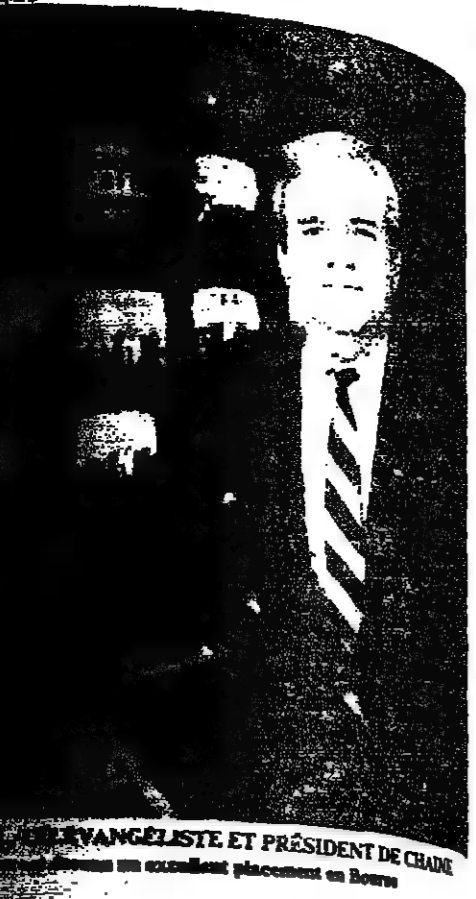
Les actions non violentes organisées pour protester contre le référendum de 1987 furent une autre tentative du mouvement indépendantiste pour se faire entendre. Elles ne rencontrèrent qu'incrédulité ou mépris de la part de la droite et de la population européenne, quand elles ne furent pas réprimées (matraquage à la place des Cocodiers). Précédents articles : « Présence de la France dans le Pacifique sud : les enjeux stratégiques de la crise calédonienne », par Philippe Leymarie (MARS 1988). « Un autre destin pour les « demies colonies françaises ». Objectifs communs et grande diversité des mouvements indépendantistes », par Michel Camon et Jean Chesneau (AOUT 1988). « Dossier « Nouvelle-Calédonie » : tardive et difficile transition. Comment desserrer le carcan de la dépendance économique ? » par François Duport. « Nouméa, une place forte et son désert », par Loïc Waecquant. « Les Mélanésiens : des origines controversées », par José Garanger. « Inrptions canaques », par Jean-Pierre Aiaux (OCTOBRE 1985). « Les contradictions coloniales de la démocratie néo-calédonienne », par Jean-Marie Kohler (JUILLET 1987).

UNIVERSITÉ DES SCIENCES SOCIALES DE GRENOBLE UFR DÉVELOPPEMENT Vous voulez : Vous recherchez : Nous proposons : Une formation niveau Bac + 2 ou Bac + 4, en prise sur la réalité économique et sociale, animée par des enseignants soucieux de vos débouchés. Une formation de troisième cycle assurée dans le cadre de laboratoires internationalement reconnus. Une formation de base pour la poursuite d'études en économie et en gestion (DEUG). Une formation de technicien de la fonction personnel (DEUST), Tél. 76.82.54.88. I DEA Economie du développement. R DEA Economie du travail. E DESS Gestion des ressources humaines. P DEA Espaces, pouvoirs et aménagement (en commun avec le Caps). U DESS Urbanisme et aménagement. G Tél. 76.87.24.28. Ufr Développement - 47 X 38040 Grenoble cedex

INSTRUMENT D'ÉCONOMIE INTERNATIONALES BORDAUX I Une équipe confirmée d'interventions d'association d'experts spécialisés, etc. FRANCE, la BANQUE INDOSIEZ et... LEBLANC, Mc MANON (Birmingham) UNIVERSITA (Bari) GOUVERNEMENT A L'ÉTRANGER MINISTRE LECTRA-SYSTÈME et... SHERMAN, WMA Sardon et Colombel ET L'INGÉNIEUR FRANÇAISRE BUREAU DE CRÉDIT LE CRÉDIT DU NORD-... MONTONNEAU et MURIGUYEN LES FINANCIERS COMMISSIONS, le CRÉDIT AGRICOLE... MARANTHE et MARQUET, M. Simonet SYMAC, SC ÉCONOMIQUES, 4884 PESSAC - Tél. 56-80-74-81

50120150

REGION-SPECTACLE



EVANGELISTE ET PRÉSIDENT DE CHAÎNE

Dans les bayous ou les salles de réception...

Le révérend Oral Roberts est l'auteur de cet...

Dieu coïncide les fuites d'huile

SELON le professeur Hadden, et la télévision a...

Après les récits scandaleux, seul le pasteur Billy...

L'Apocalypse et le bulletin de vote

COMMENT s'y retrouver dans tous ces...

les téléspectateurs avec leurs fulgurantes descriptions...

Et M. Swaggart écrit dans sa Bataille de l'Apocalypse...

L'Eglise « électronique » fait feu de tout bois...

Le révérend Oral Roberts est l'auteur de cet...

Dieu coïncide les fuites d'huile

SELON le professeur Hadden, et la télévision a...

Après les récits scandaleux, seul le pasteur Billy...

L'Apocalypse et le bulletin de vote

COMMENT s'y retrouver dans tous ces...

vo pasteur itinérant. Criblé de dettes, ils prêchent...

Marvin Gorman, pasteur de La Nouvelle-Orléans...

L'aura d'amour et de charité chrétienne qui baigne...

Les fondamentalistes et les pentecôtistes dénoncent...

Les ravages de la récession

EN 1976, les évangélistes ont voté massivement...

Le révérend Jerry Falwell orna les fidèles...

Les républicains traditionnels redoutent qu'un...

M. Robertson est très intelligent, instruit, diplômé...

tout, dans les quartiers, les communautés, les églises...

M. Robertson revient peut-être sur le scène...

Dans les régions traditionnellement pauvres du Sud...



FOULE EN PRIÈRE A NEW-YORK

Un phénomène margé des professionnels

ces gens, un candidat issu de la Nouvelle Droite...

L'évangélisme n'est pas un phénomène bizarre...

« Respectez le patron. Honorez-le. Soyez honnête...

Le problème fondamental des années 80 aux...

bondirait au premier appel de Jéhovah sur le bouton...

L'obligation morale des évangélistes est de convertir...

Le message de la Nouvelle Droite chrétienne est...

UNIVERSITÉ DES SCIENCES SOCIALES DE GRENOBLE

INSTITUT D'ÉCONOMIE ET DE POLITIQUE DE L'ÉNERGIE

DEA ÉCONOMIE DE L'ÉNERGIE

Ouvert aux : ingénieurs des grandes écoles (scientifiques et commerciales) ; diplômés de l'université (maîtrise sciences économiques, gestion...).

Thèmes abordés : modélisation énergétique, choix des investissements, planification énergétique, tarification, énergie et relations internationales, marchés et stratégies énergétiques, politiques énergétiques des principaux pays (Chine, Etats-Unis, France, Japon, Union Soviétique...).

Organisé par : l'Institut d'Economie et de Politique de l'Énergie (IEPE ex-IEJE), Laboratoire du CNRS lié à l'Université des Sciences Sociales et à l'Institut National Polytechnique de Grenoble, en collaboration avec la faculté des Sciences Economiques.

Renseignements : IEPE, 47 X, 38040 Grenoble cedex Tél. 76.42.45.84

ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES INTERNATIONALES Centre d'études diplomatiques et stratégiques CYCLE D'ENSEIGNEMENT DIPLOMATIQUE SUPÉRIEUR

Calendrier des fêtes nationales 1 TUNISIE 4 TOGO 7 TCHAD 12 PHILIPPINES 17 ISLANDE 23 LUXEMBOURG 26 ESP. MALGACHE 30 ZAMBIE

AMBASSADE DES GASTRONOMES Catalogue gratuit sur demande Vente et expédition de tous produits hors taxes Prix diplomatiques ALCOOLS - VINS - CHAMPAGNE, etc. 15, rue Chevert - 75007 Paris

UNIVERSITÉ DES SCIENCES SOCIALES DE GRENOBLE INSTITUT D'ÉCONOMIE ET DE POLITIQUE DE L'ÉNERGIE DEA ÉCONOMIE DE L'ÉNERGIE Ouvert aux : ingénieurs des grandes écoles (scientifiques et commerciales) ; diplômés de l'université (maîtrise sciences économiques, gestion...).

L'imam Khomeiny se retourne

AU nom de la loi islamique, les théologiens conservateurs alliés aux bazaris bloquaient toute réforme en Iran tandis que la population plouait sous le fardeau de la guerre. L'imam Khomeiny lui-même a voulu mettre fin à cette situation intenable...

Par AHMAD SALAMATIAN

Entrée, en février 1988, dans sa dixième année, la révolution islamique tira sa force de plusieurs élan : nationalisme, identité iranienne, antidespote et aspiration à la justice sociale.

Cependant, cet islam iranien, même dans sa majorité chiite, n'est pas monolithique. C'est avant tout une religion populaire, qui inspire et rythme la vie quotidienne des gens.

A ces trois grandes formes traditionnelles sont venues s'en ajouter de nouvelles, nées des forces économiques et sociales en lutte.

A l'autre bord, devant la montée des protestations politiques et sociales, des organisations confessionnelles se sont formées, qui regroupent des marchands du Bazar et, plus largement, les possédants de la société traditionnelle.

En mars 1979, l'imam Khomeiny a quitté Téhéran, la ville de la révolution, pour Qom, celle des mollahs. Le sens de ce transfert, inaperçu sur le moment, se dévoile plus tard.

Cette confiscation de l'Etat par les mollahs et les nantis est le tragique secret de la violence où s'abîme vite la révolution. L'héroïsme politique du peuple, qui, en se levant, a comme soufflé la dictature, est impossible à confiner du jour au lendemain dans un civisme, si actif soit-il.

Le flamboyant défilé de la prise d'otages américains, en novembre 1979, par des étudiants de la ligne de l'imam, ranime cette passion contre le « Grand Satan », perçu comme un dictateur moderne, du monde entier.

Selon une étude officielle invoquée au cours du débat budgétaire de 1987 par l'adjointe Nadi, député de Nadjafabad, sur les 47 millions d'Iranien recensés en 1986, 12 millions sont au-dessous du seuil de pauvreté, 22 millions survivent sans parvenir à équilibrer leurs dépenses et leurs revenus.

Le désordre d'hier resurgit sous l'ordre économique et social des mollahs et des conservateurs. La révolution a seulement changé les profiteurs : aux hommes de l'étranger, aux « expatriés ».

L'histoire peut-elle n'être qu'une attente ?

LA vulnérabilité de l'économie devient extrême avec la baisse du prix du pétrole, la chute du dollar et la saignée de la guerre. Les revenus pétroliers fournissent la presque totalité des ressources en devises du pays et plus de 85 % des revenus de l'Etat.

L'avenir est obéré. Les investissements budgétaires dans des projets à moyen ou long terme ont cessé. Les dépenses courantes augmentent de

façon vertigineuse. La contre-valeur en dollars, au taux de change officiel, de ces dépenses représenterait 32 milliards à la veille de la révolution ; elle est tombée à 20 milliards en 1980-1981, pour atteindre 44 milliards en 1986-1987.

Quant à l'impuissance de l'Etat, elle est liée au caractère confessionnel de la République islamique. L'exercice du pouvoir politique ne va pas de soi pour les mollahs. L'islam chiite considérant tout pouvoir comme une usurpation, rendue possible par la disparition de l'imam et qui cessera à l'instant de sa réapparition, les « sources d'imitation » à la tête du pays sont dans un grand embarras, théorique bien entendu.

En fait, le pouvoir islamique ne se pose pas la question de sa légitimité, mais seulement celle de sa justice. Et l'action de gouverner y ressemble autant, sinon davantage, à celle d'un juge suprême de la société qu'à celle d'un véritable détenteur du pouvoir exécutif.

La Constitution de la République islamique a été approuvée par référendum en décembre 1979, soit plus d'un an avant que le parti du même nom n'installe son rude monopole politique.

vérité. Mais les howzés chiites, gardiennes sourcilieuses des préceptes sacrés du Coran, sont dans leur ensemble hostiles à la spéculation rationnelle et à l'innovation normative. La loi reçue de Dieu existe. Il faut la vivre, et non la compléter. Cette buse théorique à l'avancée de l'histoire collective et à la tentative rationnelle de la maîtriser, qui est l'essence même de l'action de gouverner, vide cette action de tout contenu. On touche là au cœur du problème posé par l'adventurisme historique de l'imam Khomeiny à ses pairs quiétistes : l'histoire peut-elle n'être qu'une attente ?

Le clergé chiite, pendant l'enfance de l'imam Khomeiny, s'est trouvé confronté à ce problème. En 1907, lors de la révolution constitutionnelle dont l'Iran musulman fut déjà le protagoniste, les mollahs exigèrent et obtinrent la reconnaissance de leur droit à s'opposer aux lois contraires à la charia (loi islamique) que le Parlement à naître pourrait voter. Mais ils n'exercèrent ce droit que très peu de temps, précisément parce que les clercs des howzés se rendirent compte que ce contrôle législatif impliquait la ratification de textes qui viendraient ainsi compléter les préceptes sacrés. Pour ne pas risquer de compromettre la perfection close de la parole prophétique et de la jurisprudence sacrée, on laisse faire le législateur constitutionnel.

Soixante-dix ans plus tard, le même clergé retrouve le même problème, mais la révolution et l'imam Khomeiny rendent l'esquive impossible. Le régime, cette fois, est islamique. Les mollahs tentent de définir une doctrine du pouvoir politique dans le manifeste de la « souveraineté du docte » (velayat faghi). Ils se refusent à nommer lois les règles que la société se donne. Pour eux, l'Etat - comme la nation, comme la société, comme l'humanité tout entière, - est soumis aux lois divines dont il ne peut, en quelque sorte, que faciliter et préciser le règne. La législation publique est conçue comme un ensemble subalterne de décrets d'application et d'arrêts d'exécution des lois, par Dieu données à l'homme, et fixes. Le seul travail de compréhension et d'interprétation (ijtihad) permis sur ces lois est celui qui est nécessaire à leur mise en œuvre dans les situations concrètes de la vie. Le fondement du pouvoir de gouverner la communauté qui est consenti au faghi tient tout entier à sa maîtrise des préceptes du Prophète, et des lois intemporelles et sacrées qui en résultent.

En fait, le pouvoir islamique ne se pose pas la question de sa légitimité, mais seulement celle de sa justice. Et l'action de gouverner y ressemble autant, sinon davantage, à celle d'un juge suprême de la société qu'à celle d'un véritable détenteur du pouvoir exécutif.

Un volume de 488 pages 240 F

ÉDITIONS A. PEDONE

13, rue Soufflot, 75005 PARIS

DROIT MARITIME

MARTINE REMOND-GOULLAUD

I. - NAVIGATION MARITIME

LES MISSIONS VÉRIABLES LA FORTUNE DE MER LA SÉCURITÉ MARITIME

II. - LE COMMERCE MARITIME

TRANSPORTS DE MARCHANDISES TRANSPORTS DE PASSAGERS

Un volume de 488 pages

240 F

TÉL : 43-54-05-97

LE MONDE DIPLOMATIQUE publie le deuxième numéro de sa collection « MANIÈRE DE VOIR »

LE CITOYEN, L'ARGENT ET LA DÉMOCRATIE

La vague libérale déferle sur l'Occident depuis plus de dix ans. A une société asservie par l'Etat succède-rat un monde où les libertés seraient assurées par le profit individuel à la portée de tous les citoyens.

Le Monde diplomatique n'a cessé de souligner la vanité d'un projet, qui aggrave les inégalités, mine la démocratie, n'annonce en rien la fin de la crise en Occident et bloque tout espoir de développement du tiers-monde.

Seule une autre « manière de voir », qui refuse l'argent-roi, permettrait de sortir de cette impasse.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 96 p. - 38 F

BON DE COMMANDE

LE LIBÉRALISME CONTRE LES LIBERTÉS

Tarif France : 42 F - Tarif étranger : 45 F (frais d'expédition inclus)

NOM :

PRÉNOM :

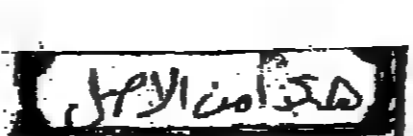
ADRESSE :

CODE POSTAL :

LOCALITÉ :

PAYS :

Commande à faire parvenir avec votre règlement à : LE MONDE - Service Vente au numéro - 7, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 08



POUVOIR DE contre

Text on the right margin, partially obscured.

Text on the right margin, partially obscured.

Text on the right margin, partially obscured.

Text on the right margin, partially obscured.

Text on the right margin, partially obscured.

Text on the right margin, partially obscured.

Text on the right margin, partially obscured.

LOI ISLAMIQUE
se retourne

vérité. Mais les howas chiites, diennes sourcilieuses des préceptes hostiles à la spéculation rationnelle et à l'innovation normale. Le non la compléter. Cette haine contre à l'avancée de l'histoire, et à la tentative de l'histoire rationaliser, qui est l'essence même de l'action de gouverner, vide sans de tout contenu. On touche à la du problème posé par l'histoire historique de l'Imam Khomeiny à pairs qu'il y a une attente ? Le moment d'une nation peut-il être gardiennage ? Le fait que ces se posent à la tête de l'Etat, la plus récente des révolutions, n'est pas après tout qu'une ironie.

Le clergé chiite, pendant l'ère de l'Imam Khomeiny, s'est confronté à ce problème. En 1967, l'Iran musulman fut déjà le premier à reconnaître que leur devoir s'opposait aux lois contraires à la loi islamique que le Parlement n'a pas le droit de voter. Mais la loi n'est ce droit que très peu de temps, rendent compte que ce conseil qui latif impliquait la ratification de la loi qui viendrait ainsi compléter les ceptes sacrés. Pour ne pas compromettre la perfection obéi parole prophétique et de la promesse sacrée, on laisse faire le législateur constitutionnel.

Soixante-dix ans plus tard, le clergé retrouve le même problème : la révolution et l'Imam Khomeiny rendent l'acquisition impossible. Cette loi, cette loi islamique, cette loi qui est islamique, la soi-disant tenante de définir une sorte de pouvoir politique dans le monde de la « souveraineté du droit » (Madjlis Shoray' Islami). Ils se refusent à accepter ces lois, qui sont la société, pour eux, l'Etat - communauté, comme la société, avec l'humanité tout entière, - est un aux lois divines dont il ne peut, car, cette loi, que faciliter et préciser. La législation publique est conçue comme un ensemble de lois d'application et de d'extension des lois. Le seul vrai législateur est le Dieu qui est à l'origine de la loi. Le vrai législateur, c'est Dieu. Le seul vrai législateur, c'est Dieu. Le seul vrai législateur, c'est Dieu.

15000

POUVOIR DE L'ÉTAT
contre les conservateurs

C'est un texte composite et ambigu, qui se ressent de l'effervescence révolutionnaire et de l'unanimité khomeينية ayant entouré son élaboration. D'inspiration démocratique et théocratique à la fois, cette Constitution combine hardiment le suffrage universel et la souveraineté divine, déléguée au faghi, en attendant le retour de l'imam caché. Elle institue ce faghi dont elle énumère les attributions étatiques et religieuses et les pouvoirs. Elle prévoit qu'il doit être plébiscité, pour sa vertu, à la majorité des croyants et que si, d'aventure, vertu et suffrages ne trouvaient pas un homme sur lequel s'accorder, les fonctions du faghi seraient dévolues à un conseil de plusieurs marjaas choisis par un conclave de mollahs, eux-mêmes élus par les croyants.

À côté de ce guide singulier, il existe un gouvernement responsable ainsi qu'un Parlement composé de députés élus au suffrage universel et fonctionnant selon des règles parlementaires. Mais le pouvoir législatif qui lui est reconnu est soumis au respect des principes sacrés de l'islam. Et la Constitution prévoit, pour assurer ce respect, comme d'ailleurs celui de son propre texte, un organe collégial dit « conseil gardien » qui possède les attributions d'un Conseil constitutionnel. Il est composé de douze membres, dont six théologiens nommés par le faghi, qui décident sans appel de la recevabilité des textes au regard de la religion.



LA PRIÈRE DU VENDREDI A L'UNIVERSITÉ DE TÉHÉRAN
Comment briser le verrou politique des théologiens

M. Mir Hossein Mousavi, a déclaré sans rire : « En 1981, le gouvernement avait créé dix commissions pour étudier des lois économiques et sociales d'infrastructure pour résoudre les problèmes de société. Sept ans après, seul le code des impôts préparé par ces commissions a été voté, et encore, sur l'ordre direct de l'imam. »

Bien entendu, l'absence de texte favorise le plus fort, le jeu des influences et les situations acquises. Les mémoires du projet de code du travail, dans un domaine-clé pour un régime qui place si haut l'exigence de justice, ont porté à son point de rupture l'immobilisme qu'impose à la République islamique le verrou effaçant et subtil des théologiens.

En 1982, après la répression et la dissolution des organisations ouvrières d'opposition, le ministre du travail met en chantier le « code islamique du travail ». Le projet auquel aboutit ce chantier représente un recul social considérable par rapport au code de l'ancien régime, influencé par les codes européens d'après-guerre et les résolutions du Bureau international du travail. Mais les six du « conseil gardien », insensibles au concret, invalident le projet auquel ils découvrent plus de cent trente contradictions ou non-conformités avec la charia.

Et pour être obéi, l'imam décide, le 6 février 1988, d'instituer une commission nouvelle qu'il place sous le regard de son fils et qui a l'oreille de son secrétaire personnel aux affaires religieuses (tous deux en sont membres de droit). Cette commission où sont vus, outre les six théologiens du « conseil gardien », les présidents de la République, du Parlement, du Conseil supérieur de la justice, le premier ministre, le procureur général de la République, et chaque ministre concerné, a pour tâche unique de décider des cas où l'intérêt de l'Etat islamique commande l'intervention de lois échappant au carcan de la charia.

L'imam cultive la doctrine des howas sur le pouvoir législatif de l'Etat musulman. En affirmant la prévalence de l'acte de gouverner sur les autres devoirs religieux et en reconnaissant à un Etat islamique la liberté pour se sauver d'aller sans la charia, il retourne pour les croyants le sablier du ciel et de la terre. Ce Marjaas est un aventurier de l'histoire qui a volatilisé la bulle de l'incorruptibilité de l'islam chiite, a entraîné son clergé dans la bataille politique et lui a apporté sous son manteau la victoire inouïe d'une révolution. L'évidence du danger politique que représente pour les mollahs leur schizophrénie religieuse et le harcèlement de la société dont ils ont le charge, décide de jouer à tenter d'ouvrir un jeu qui étouffe. Mais qu'on ne s'y trompe pas : ce jeu terrible n'étouffe pas à cause de l'adversité économique, ni même à cause de la violence d'une guerre sans merci que les missiles irakiens portent jusqu'au cœur du pays. La violence et l'adversité lui sont, au contraire, et depuis longtemps, de monstrueux alliés. Ce jeu étouffe à cause de la ratiocinante, de l'inhumaine, de la folle impassabilité des mollahs et de l'imaginable aveuglement de leurs alliés réactionnaires.

Le 7 décembre 1987, dans une réponse aux représentations du ministre du travail, l'imam condamne l'interprétation restrictive par le « conseil gardien » de l'approbation qu'il avait donnée en 1984 de l'idée de la « clause-code du travail ».

L'ayatollah Saffi, secrétaire général du « conseil gardien » et figure de proue de la coalition des mollahs et des conservateurs, réagit aussitôt. Il écrit à l'imam Khomeiny pour exprimer son inquiétude : cette liberté de stipulation crée le risque d'« instituer n'importe quel ordre ou système social, économique, familial, commercial, agricole, urbain que l'Etat désire ». Il dénonce le danger intolérable d'« abolition des formes légales, des préceptes et des institutions juridiques reconnues par l'islam ». Il ne peut, de sa part, y avoir de plus grave mise en garde.

L'imam répond par une note manuscrite en marge de la lettre du théologien : il persiste et signe. Il ne craint pas de prendre acte du risque et réaffirme la liberté complète de l'Etat dans les clauses de ses contrats. Cette position de l'imam face au « conseil gardien » en déroute plus d'un. L'hojatoleslam Ali Khamenei lui-même, président de la République, et qui se vante d'avoir été son élève dès son plus jeune âge, s'y trompe. Il croit pouvoir commenter cette correspondance : « Il est évident que l'Etat n'a de pouvoir que dans les limites des préceptes acceptés et indiscutables de la charia. Seules sont acceptables les clauses et conditions admises dans le cadre et les limites des dogmes de l'islam. »

« La nécessité permet ce qui est interdit »

DANS la conception de ces théologiens, les relations du travail relèvent du droit privé le plus pur. Elles se nouent dans un contrat de location de la force de travail conclu par deux volontés supposées libres de toute contrainte. Les notions de protection sociale, de salaire minimum, de limitation du temps de travail, de congés payés, de réglementation du travail des femmes et des enfants, de paiement obligatoire des cotisations sociales... ne sont tout simplement pas prévues par les règles strictes de la charia (Alkham Avalliyeh), qui, même, selon eux, s'y opposent. Les experts du ministère du travail sont devant un choix : renoncer à leur code ou contourner les « gardiens des principes et préceptes de l'islam ».

Ils passent à la solution déjà mise en œuvre par l'imam Khomeiny pour sortir de semblables impasses. Elle consiste à demander au Parlement de voter à la majorité des deux tiers des lois provisoires d'urgence et d'exception échappant à la censure religieuse. C'est possible, en application du principe admis par tout ce qui vit et, pour une fois, par les howas : « La nécessité permet ce qui est interdit. » (Addarinnat Tubihubeh el Maksurat), principe qui fonde les règles d'exception de la charia (Alkham Sanavtyeh). Mais il se révèle pratiquement impossible de faire voter, à la majorité des deux tiers, un par un et pour un temps limité, les articles du projet, par un Parlement qui, au demeurant, n'est convaincu ni de leur nécessité, ni de leur urgence. Il faut trouver autre chose.

L'idée nouvelle, formulée en 1984, est une malice juridique. Elle consiste à faire de l'ensemble du code du travail une clause particulière des contrats de service public, en général, et des contrats publics d'adhésion, en particulier. Ainsi, tout usager d'un transport public comme toute personne en entreprise abonnée au téléphone ou à l'électricité se trouvant lié par les clauses du code islamique du travail. On va jusqu'à obtenir de l'imam Khomeiny qu'il avale cette ingéniosité.

THE AMERICAN COLLEGE IN PARIS
Université américaine à Paris

DEUXIEME COLLOQUE INTERNATIONAL DES RELATIONS INTERNATIONALES
« Cinquantième anniversaire de l'ouverture des hostilités de la Seconde Guerre mondiale »
Paris, les 27-29 septembre 1988

Le deuxième Colloque international des Relations Internationales aura lieu à Paris du 27 au 29 septembre 1988, sous les auspices de la fondation Charles DeMars de Washington, D.C. et de la fondation Mona Bismarck à Paris. Les Français, l'anglais et le russe en seront les langues officielles.

Le Colloque se déroulera en six séances, avec trois conférences par séance, comme suit :
mercredi, 27 septembre
matin "L'invasion de la Pologne et le refus des démocraties de l'Europe occidentale de lancer une offensive à l'Ouest"
après-midi "La ve des civils pendant la Seconde Guerre mondiale"
jeudi, 28 septembre
matin "Le Traité d'amitié germano-soviétique et l'aide à l'Allemagne du secteur privé américain"
après-midi "Les répercussions du Pacte de non-agression et du Traité d'amitié sur les démocraties de l'Europe occidentale"
vendredi, 29 septembre
matin "La Guerre lino-soviétique"
après-midi "L'annexion des Etats baltes"

Le temps de lecture pour chaque communication sera de 25 minutes. On publiera un compte-rendu du Colloque.

Vous êtes invités à nous envoyer un abrégé correspondant à l'un des six thèmes du Colloque. Celui-ci doit être d'une longueur de 100 mots, à moins le lire. Toute personne désirant assister à l'une ou l'autre des séances peut en faire la demande par écrit au président du Colloque.

Adressez toute correspondance à : Professeur David Wingate Pike, Président, Colloque de 1988, 31, avenue Baccueil - 75007 Paris

UNIVERSITÉ DES SCIENCES SOCIALES DE GRENOBLE
CENTRE DE RECHERCHE EN INFORMATIQUE APPLIQUÉES AUX SCIENCES SOCIALES

DEA et Doctorats d'Informatique en Sciences Sociales et d'Informatique Documentaire

Le CRIS propose deux filières doctorales pour former par la recherche des spécialistes en informatique dans le contexte des sciences sociales.

Informatique en Sciences Sociales
Cette filière ouverte aux seuls étudiants formés en informatique, est centrée sur :
• Les systèmes experts et l'intelligence artificielle
• Les Interfaces homme-machine
• Les Bases de données et génie logiciel
• Les Systèmes d'aide à la modélisation et à la décision

Informatique Documentaire
Cette filière est une option d'un DEA régional de Sciences de l'information et de la communication.
Les thèmes principaux sont :
• L'indexation automatique
• La Recherche d'information
• L'Analyse de langues naturelles

Examen des dossiers de candidature jusqu'au 30 septembre 1988

Renseignements : Professeur Jacques Rouaut, 411 X, 38040 Grenoble cedex - 76.82.54.02

MONS A. PEDONE
75005 PARIS

MARITIME
REMOND-GUILLOUD

ION MARITIME

ME DE MER
TE MARITIME

MERCE MARITIME
TE DE MARCHANDISES
TE DE PASSAGERS

49-54-06-87

1520

AFGHANISTAN

Les atouts

sent dans la tête de chaque... dans le destin tragique de...

Habilité de voir mais... trente ans, Anahita... je lui avait demandé...

veulent rentrer

d'après les chiffres officiels... en majorité du Pakistan, un...

Mais le désir du retour... Aminia, l'aspiration à la...

Sur la paix! Le mot... toutes les lèvres, sur toutes les...

(1) Au change officiel, 1 ari...

espoirs de la



tous combattus sous la... l'islam et de l'indépendance...

ENTRE COMPROMIS POLITIQUE ET GUERRE CIVILE vacillants du régime de Kaboul

Le programme du PDPA a été revu en baisse, « oubliant » même la réforme agraire...

Un bâtiment moderne dans l'immeuble qui abrite l'université de Kaboul... il a été inauguré il y a...

Le crâne dégainé, les tempes grisonnantes, dans un impeccable costume...

résistance

Les fondamentalistes répudient ce retour au passé. Ils entendent transformer le...

De plus, de nombreux commandants locaux à l'intérieur de l'Afghanistan...



CÉLÉBRATION DU DIXIÈME ANNIVERSAIRE DE L'ORGANISATION DE LA JEUNESSE

constitué. La nomination, fin mai, de M. Mohamed Hasan Sharq...

C'est que les habitudes de mainmise totale sur l'appareil d'Etat sont...

La carte pachtoune

ENTAMÉS depuis le début 1987, le grand tournant politique...

Notre interlocuteur du PDPA ne cache pas ses doutes sur les chances d'une paix rapide...

renoncé au monopole sur les moyens d'information... il ne conviendrait pas...

loyauté des soldats et des cadres, dont des dizaines de milliers ont...

Malgré les rumeurs qui agitent certaines ambassades occidentales...

considérations internationales (4), ne relève pas de la même logique...

Un ambassadeur du tiers-monde nous confie son désarroi face à ce « lâchage »...

Naqib, comme la plupart des militants du PDPA, est un homme jeune...

roy, un Khalqi, contrôle l'intérieur tandis que M. Yagoubi, un Parchami...

Sur la colline Tepe Maranjan, au-dessus de milliers de tombes, les drapeaux flottent au vent...

Le temps à chaque instant commémore un nouveau jeu... Tu ne dois pas à l'aune du passé...

UNIVERSITÉ DES SCIENCES SOCIALES DE GRENOBLE FACULTÉ DE DROIT DESS Développement des collectivités montagnardes et Droit de la montagne

AFFRONTEMENTS ISRAËLO-ARABES

par l'internationalisation

bie. Ainsi les Arabes israéliens, de Cisjordanie ou de Gaza, s'insèrent chaque jour un peu plus dans les isthmes de l'économie et du social israélien.

La Grande Syrie, cadre d'une solution

EN 1919, le prince Fayçal, fils du chérif Hussein, gouverneur des lieux saints du Hedjaz, héritier indiscuté des aspirations des Arabes d'Asie à l'indépendance, signa avec le Dr Weizmann, leader du sionisme, un traité par lequel il reconnaissait aux juifs le droit de créer un foyer national sur la terre de leurs ancêtres.

En 1973, Golda Meir, sioniste passionnée, affirmait, dans un article publié dans la revue Foreign Affairs, qu'Israël avait été fondé, non pas en Palestine, mais en Syrie (c'est encore moi qui souligne). Son propos visait, bien entendu, à nier l'existence d'un peuple arabe palestinien et à présenter la province syrienne de l'ex-empire turc comme une terre politiquement vacante dont le sionisme avait pu légitimement s'approprier une petite partie.

Un prince arabe de grande stature et de grande culture, qui fut un éphémère roi de Syrie, et un premier ministre israélien, investi alors par ses concitoyens d'une autorité morale considéra-

d'Arabes. Sous le nom d'implantations, des ensembles immobiliers attirèrent des juifs de la classe moyenne sur ces agréables hauteurs. Tout le monde, Arabes et juifs, y trouve avantage. Mais le résultat est que le Grand Tel-Aviv inclut dans sa périphérie, à l'est et au nord, des villages arabes en voie d'intégration dans le tissu urbain de la cité la plus grande - et qui fut la plus purement juive d'Israël.

ble, se sont donc accordés, à plus d'un demi-siècle d'intervalle, pour désigner comme le véritable cadre du conflit dit israëlo-arabe la Syrie naturelle, ou Grande Syrie. C'est dans ce territoire-là, aujourd'hui distribué en quatre Etats, et où vivent les quatre cinquèmes des Palestiniens, que pourrait être conçu un arrangement qui leur offrirait l'identité politique qu'ils réclament et qui assurerait au peuple juif israélien reconnaissance et sécurité.

Cette idée, ou utopie, n'est pas neuve. Elle est entièrement contenue dans ce propos de M. Jacques Berque: « Il ne peut y avoir de solution à la question palestinienne dans le cadre de la Palestine, alors qu'il est possible de concevoir une grande nation proche-orientale résolvant par entente mutuelle le problème des rapports entre sa majorité et ses minorités, dont la juive. » Il n'y a pas, réellement, de majorité au Proche-Orient. Si l'on se réfère à la majorité musulmane, elle n'en est pas une politiquement, étant divisée, jusqu'à l'intérieur de ses composantes chiite et sunnite, par des facteurs géographiques et sociologiques.

Si l'on admet qu'un partage territorial d'Israël-Palestine entre juifs et Arabes n'est plus possible, que leur émiettement grandissant et les tendances démographiques rendent de moins en moins défendable la notion d'un Etat purement juif entre Jourdain et Méditerranée, on voit qu'Israël sera tôt ou tard placé devant une alternative: ou bien se résigner à devenir un

Etat laïque binational, et perdre ainsi le caractère juif qui est sa raison d'être, ou bien accepter que ses nationaux et administrés arabes reçoivent d'une autre autorité politique, tout en obtenant une participation aux institutions locales proportionnelle à leur nombre.

Cette autorité politique - palestinienne - représenterait également les Palestiniens de Jordanie, du Liban, de Syrie, et négocierait avec ces pays les conditions de leur sécurité et de leurs droits de cité. Son siège devrait logiquement être à Jérusalem, qui deviendrait ainsi la capitale de deux peuples. Elle disposerait d'un territoire indépendant, un foyer national (Cisjordanie?). Mais elle devrait, réciproquement, accepter que les résidents juifs y demeurent sous souveraineté israélienne.

Ce qu'Israël perdrait de souveraineté interne et de territoire serait compensé par sa participation à des institutions fédérales, comme nation juive reconnue et acceptée dans l'Orient arabe. Il pourrait en outre légitimement revendiquer pour les juifs de Syrie qui le désiraient la nationalité israélienne et réclamer pour eux le même statut qu'il aurait consenti aux Arabes sur son sol.

D'autres communautés du Proche-Orient (chrétiens orthodoxes et melchites, druses, Arméniens), écartées par le découpage politique actuel, pourraient voir leur identité reconnue et représentée au niveau fédéral. A ce niveau aussi, le désordre libanais pourrait être résolu en un nouvel équilibre communautaire, sans balkanisation. Ainsi se régénérerait le vieux tissu humain oriental que les frontières établies en 1920 n'ont pas réussi à déchirer. Ces solidarités transfrontalières, s'ajoutant à celle des Palestiniens, seraient, sans reniement des allégeances étatiques, le ciment d'une construction fédérale, et balanceraient le poids de la Syrie dans l'ensemble.

De multiples objections peuvent être faites à cette esquisse d'une solution fédérale. Sur son principe, on peut penser qu'elle est irréalisable parce

qu'inaacceptable pour les parties en cause: d'abord les Palestiniens qui devraient renoncer à l'espérance de recouvrer leur ancienne patrie; puis le peuple juif d'Israël, à qui l'on demanderait de démanteler l'Etat-forteresse construit obstinément depuis vingt ans, et de revenir au statut de minorité vulnérable dans un environnement arabe majoritaire; enfin, l'Etat syrien d'aujourd'hui, qui aurait à accepter une limitation institutionnelle de ses ambitions de primauté régionale. Mais peut-être que le choix de Damas suffirait à satisfaire l'orgueil syrien. De même, le roi Hussein pourrait se résoudre à ce que la moitié de ses sujets palestiniens cessent de l'être tout à fait en contrepartie d'une garantie de survie pour la dynastie hashémite à Amman. Enfin, l'Arabie saoudite, l'Irak et les Etats du Golfe, qui auraient beaucoup à craindre d'un Proche-Orient compact entre eux et la Méditerranée, seraient avec faveur qu'il reste pluriel tout en les libérant de l'obsession palestinienne.

Pour ce qui concerne les Palestiniens, il n'y a, en tout état de cause, plus de chance pour eux de se retrouver ensemble sur un territoire national. En revanche, un gouvernement palestinien

participant à un pouvoir fédéral s'exerçant sur les quatre Etats de la région où sont établis les quatre cinquièmes d'entre eux offrirait la possibilité de préserver leur identité, leurs institutions, de circuler librement à travers les frontières, et de donner carrière à leurs talents dans une patrie nouvelle s'étendant de l'Euphrate au Sinaï.

Quant à Israël, il faut préciser que les renoncements, certes douloureux, qui lui seraient demandés ne le seraient pas sous la contrainte ou la menace d'une défaite, mais dans la situation d'aujourd'hui où il est encore militairement supérieur à ses possibles adversaires et toujours assuré d'un puissant soutien extérieur. La communauté juive israélienne resterait protégée par ses moyens propres, par la garantie américaine et la sollicitude européenne pendant les années nécessaires à son insertion dans l'ensemble proche-oriental. Une fois l'évolution engagée, elle trouverait au Liban, en Jordanie, même chez les Arabes de Palestine, avec lesquels elle a noué bien des complicités, des alliés naturels, des convergences d'intérêt, qui garantirait sa sécurité plus sûrement que ses armes. Les portes du Machrek, puis celles du monde arabe seraient enfin ouvertes à ses industries et à son savoir-faire.

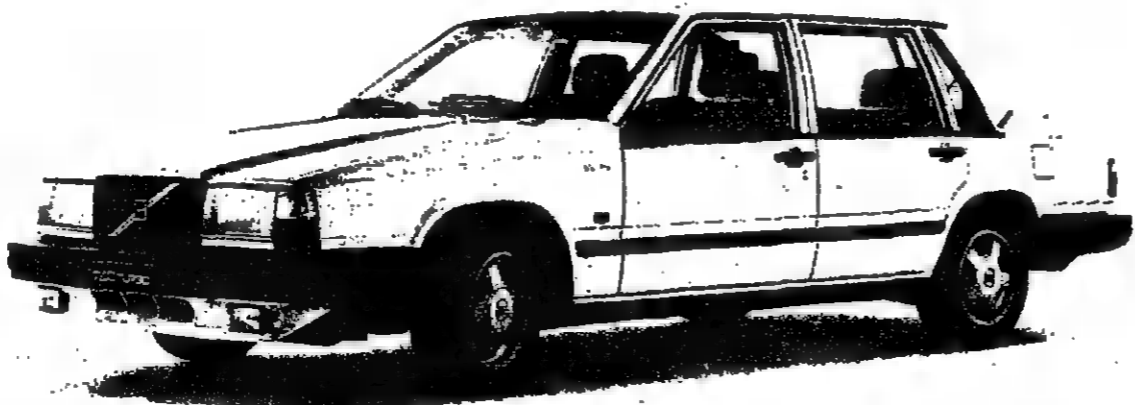
La nécessité de s'entendre

LES négociateurs auraient à aborder un énorme contentieux vieux de plus d'un demi-siècle, et il faudrait peut-être, pour tout régler... encore un demi-siècle! Mais entre-temps on peut faire confiance à l'étonnante imagination étonnée, juive et arabe, pour surmonter les difficultés les plus inextricables par des arrangements écrits ou non.

Encore faudrait-il que la nécessité de s'entendre s'impose aux esprits. Deux conditions essentielles rendraient possible un climat international favorable.

La première est que les deux grandes puissances mondiales s'entendent pour exclure le Proche-Orient de leur affrontement stratégique. Après tout, cette petite région de vingt-cinq millions d'habitants ne déstabilise rien d'important dans son sous-sol et ne contrôle aucune grande route terrestre ou maritime. Au lieu d'être amalgamée au Moyen-Orient arabo-iranien, elle pourrait être mise en parenthèse dans le conflit Est-Ouest - URSS et les Etats-Unis - accordant, pour inviter leurs protégés respectifs à s'entendre entre eux, la réduction des armements fournis inconditionnellement à Jérusalem et Damas à une salubre réflexion. L'assainissement du Liban irait mieux si l'on cessait d'y vendre des canons dans l'influence dans la région - une particulière autorité. Elle permettrait à la France de jouer un rôle éminent dans l'indispensable conférence internationale qui aurait à sanctionner les arrangements intervenus, à trancher sur les ultimes points de désaccord, et à déterminer, par des dispositions précises, les moyens de prévenir ou de punir, au besoin par des interventions directes, toute infraction des parties à l'équilibre établi par les traités bilatéraux et les institutions internationales.

Ce serait en fait l'injection d'une dose d'internationalisation au Proche-Orient, ou Levant, comme on voudrait l'appeler. Quelle région du monde est mieux prédestinée à être le lieu de l'apprentissage de la paix entre les peuples? ALAIN CHAMBIOL.



CERTAINES VOITURES EN DISENT LONG SUR VOTRE STATUT.

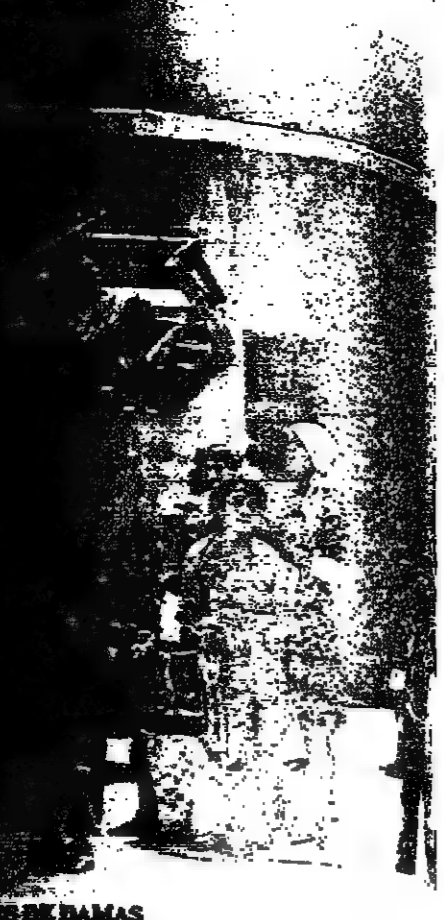
Le 1er privilège Volvo : le luxe du choix. Quand on recherche une voiture de prestige, le luxe des Volvo a tout pour séduire. Et, quand on réfléchit, les qualités des Volvo ont tout pour convaincre : solidité, fiabilité, longévité qui font des Volvo des voitures différentes. Choisissez votre Volvo : 340, 240, 480, 740 ou 760, et roulez en privilégié. Modèle présenté : 740 Turbo 4 portes.

L'autre privilège Volvo : le luxe en hors taxe. Que vous soyez coopérant français, fonctionnaire en poste à l'étranger, n'oubliez pas, lors de votre passage en France, que toutes ces Volvo sont disponibles en hors taxes chez Volvo TDS. Conditions spéciales pour les membres des corps diplomatiques. Les ventes hors taxes Volvo TDS, une manière intelligente de faire du luxe une excellente affaire.

Volvo France - 138, Avenue des Champs-Élysées - 75008 Paris - Tél. : 42.89.39.52 - Télex : 649 638



ELLE APPROCHE DE l' lit à la paix



... DAMAS

La traduction en arabe. Comme la tradition radicale recoupe presque pour moitié l'article 2 de la charte palestinienne de 1968, que je cite dans mon ouvrage « Palestine, uneboundaries it had during the mandate is an indivisible territorial unit », Israéliens et Palestiniens ont enfin d'accord sur quelque chose: carte de la Palestine, que l'on aura toutes les brochures de l'O.L.P. qui élèvent des écoles palestiniennes en en badge, conduisant désormais ment avec celle du Grand Israël à revendications opposées se manifestent aux extrêmes pour révoquer la solution de compromis territorial de 1948. Les deux cartes, au nom de l'histoire, de la mémoire, de révolutions oussennives du plan de partage de 1947, événements de 1948 et de 1967, peut être la question de la et est du partage du pouvoir palestinien sur de frontières douces recouvrées, voulues, par deux autres attachées à la présence leurs identités.

... de deux communautés

ite considérable qui a été dominé pendant une trentaine de ans. Les propagandes israéliennes concurrentes - pour motiver, et défendre - et ne pas cette impression. En réalité, il s'agit de l'histoire d'un peuple qui, bien que minoritaire, a été une force majeure. Mais, jusqu'à présent, pas l'effet d'une forte espérance de la population juive, ni d'un soutien de la population arabe ont les indices nous disent qu'ils marginalement, en constant réévaluation. Il faut bien constater, en outre, la situation des deux communautés, rassemblées dans un indissoluble géographique, qui tendent à être multiples.

A l'intérieur même des frontières israéliennes, dont le nombre est dit quadruplé depuis 1948, et que qualifie d'insulaires ou d'îlots, à l'écart dans les hautes terres, les villages, les kibboutz, les communautés dans les plaines qui jadis partie du domaine commun, comme pâturages incultivés, et acquises par l'agence juive au prix, ont été assainies, drainées, irriguées. D'autres sont nées et se développent par des kibboutz riches en plus de plus en plus pauvres en moins de plus en plus mécontents. Des paysans des maisons, puis des kibboutz, puis des villages, sont devenus et de nuées d'enfants, sont apparus et de nuées d'enfants, sont apparus, par exemple au bord de la mer, le conduit de Hadera à Nazareth, riche vallée de Yisrael - région d'origine juive. Les cartes israéliennes des publications palestiniennes que ces nouvelles implantations, vivaces qu'elles ont résisté aux règlements et aux institutions policières.

Plus récemment, des Arabes établis, comme ouvriers, employés, dans des villes telles que Haifa et Beerseva où leur présence massive était il y a vingt ans mé-

UNIVERSITÉ DES SCIENCES SOCIALES DE GRENOBLE - DEA ÉTUDES INTERNATIONALES ET EUROPÉENNES - OPTION ÉTUDES EUROPÉENNES Louis Reboud - OPTION ÉCONOMIE INTERNATIONALE Gérard de Bernis

LES ÉQUIPEMENTS INUTILISÉS, « MINES D'OR » DU TIERS-MONDE

Relancer le développement par la maintenance industrielle

DANS le tiers-monde, les ressources humaines ne sont pas les seules à être insuffisamment exploitées. C'est aussi le cas de beaucoup d'équipements industriels. L'implantation d'usines « clé en main » - pour le plus grand bénéfice des exportateurs occidentaux, et la plus grande gloire des bureaucraties locales - s'est en général soldée par un fiasco. En l'absence d'une véritable « culture » industrielle et d'une formation rigoureuse des travailleurs et des techniciens, les installations se sont délabrées, certaines ayant même complètement cessé de fonctionner. Le redressement de la production manufacturière et agro-alimentaire de beaucoup de pays en voie de développement passe donc, en partie, par la réhabilitation des usines existantes. Un domaine de coopération original - et mutuellement bénéfique - pour les entreprises du Nord et celles du Sud.

Par BERTRAND GIRARD *

« Il est temps que cesse le gaspillage », proclame l'Organisation internationale du travail (OIT) dans un éditorial à la « une » de son bulletin (1), dans lequel les pays du tiers-monde sont conviés à « mettre fin à l'incurie qui préside à la maintenance de leurs parcs industriels ». Et le document de citer les méfaits de cette négligence généralisée : « Machines tombées en panne faute d'un graissage approprié, tracteurs et matériels agricoles qui rouillent dans les champs, véhicules de transport mis au rebut à la moitié, à peine, de leur vie normale, routes défoncées quelques années seulement après leur mise en service, hôtels dont la plomberie détériorée décourage les touristes, systèmes d'irrigation délaissés... »

Dans les pays en voie de développement, les équipements industriels sont récents. Et, pourtant, la production effective n'y dépasse guère, en moyenne, 40 % de la capacité installée. A l'intérieur des usines, les signes de la

désorganisation sautent aux yeux : ateliers encombrés, machines cannibalisées, à l'abandon ou précocement vieillies... La capacité de distribution est également affaiblie par la déficience des moyens et des infrastructures de transport dont l'état de délabrement n'a rien à envier à celui de l'appareil de production.

Dans telle conserverie d'Afrique, faute d'entretien des stériliseurs, la production de sardines en boîtes devient impropre à la consommation et il faut recourir à l'importation pour satisfaire la demande. Malgré une capacité cimentière correspondant théoriquement à la totalité des besoins nationaux, certains pays sont confrontés à une constante pénurie de ciment. Ainsi une étude récente, effectuée dans onze pays d'Afrique (2), montre que sur soixante et une cimenteries recensées vingt-sept fonctionnent en deçà de leur capacité de production et dix ne fonctionnent pas du tout.

L'OIT estime que les carences de la maintenance coûtent chaque année aux pays en voie de développement au moins 100 milliards de dollars. Faute

d'une bonne maintenance, la compétitivité d'une entreprise diminue ; ce sont entre 40 et 60 % du chiffre d'affaires que les pannes font perdre aux entreprises. Toute l'économie s'en ressent ; les importations ne diminuent pas ; la dette s'alourdit ; l'insuffisance est repoussée à plus tard pour des secteurs entiers de la production ; la pénurie s'installe ; la population manque d'eau, d'électricité, etc.

La fatalité de la panne envahit les esprits : « Quelle motivation pour aller à l'usine, si ma machine est toujours en panne ? Elle fabrique des câbles défectueux parce qu'elle est mal entretenue ; c'est désespérant, mais je n'y peux rien ! Quand ces câbles défectueux sont en vente chez les électriciens, j'ai honte de mon travail. C'est peut-être moi qui les ai fabriqués... », tels sont les propos que nous tenait récemment l'ouvrier d'une câblerie algérienne. Une meilleure gestion de la maintenance permet, au contraire, d'avancer dans la connaissance des procédés et des équipements et de créer de nouvelles attitudes au travail.

Ainsi, en Algérie encore, et à la suite d'un sévère réquisitoire du président Chadli, qui ne trouvait pas assez rapide la production d'un nouveau type de tracteur agricole, l'entreprise PMA demande à l'Institut national de maintenance algérienne (INMA) de procéder à un « audit maintenance ». Entre 1985 et 1986, les résultats augmentent de 12 % : les opérateurs de production effectuent eux-mêmes certaines tâches de maintenance et les schémas d'organisation préconisés par l'INMA sont appliqués. Le nombre de tracteurs produits passe de 7 000 à 7 800 par an : 800 de moins à importer. Forte de ce premier succès, PMA va plus loin et met en place une structure après-vente, plus décentralisée, qui rend disponibles 780 véhicules jusque-là immobilisés. L'Algérie vient de retrouver, d'un seul coup, près de 1 600 tracteurs, le quart de sa production annuelle.

Il existe un rapport direct entre les tâches d'entretien et la qualité de la vie professionnelle. Les statistiques du Bureau international du travail (BIT) montrent à quel point les accidents du travail résultant d'un entretien défectueux restent élevés. Tout comme les

accidents de la circulation. Un exemple récent, que rapporte un homme d'affaires français circulant au Caire, au volant de sa voiture de location : devant lui, un autobus bondé ; la suspension cède au moment où il double. Surcharge mais aussi défaut d'entretien, un moyeu vient de céder, entraînant dans son sursaut les lames de suspension. Habités, les passagers descendent du bus et vont surcharger les autobus suivants... Ce bus ira sans doute en rejoignant d'autres dans un « cimetière » identique à celui que l'on voit aux abords immédiats de Dakar où s'entassent véhicules de transport en commun, ambulances, camions de ramassage des ordures ménagères, etc.

Dans beaucoup de pays du tiers-monde, la première des priorités est de maîtriser les problèmes industriels constituant des goulets d'étranglement pour la majorité des usines : coupures fréquentes d'électricité ou d'eau, défaillance des moyens de transport ou de maintenance, manque brutal de matière première. Ainsi, dans telle tréfilerie de cuivre, il est quasiment impossible de régler correctement les tréfilasses : tous les jours, le réseau électrique disjoncte, d'où les ruptures de fil, les casses de filières, les pertes de production...

L'alimentation en eau est tout aussi cruciale pour certains procédés. C'est

le cas des complexes sidérurgiques qui doivent parfois fonctionner au ralenti. Faute d'une fiabilité suffisante du réseau d'eau, le refroidissement des installations ne peut, en effet, être correctement assuré.

L'existence d'un parc d'engins de maintenance et de transport en état de marche est également une nécessité vitale pour l'industrie ou l'agriculture. On ne compte plus les tonnes d'orange gifées dans les caisses et perdues pour la vente, faute d'avoir été transportées à temps vers les lieux de distribution. Ni les kilomètres de tubes qui s'entassent dans certaines taberies par indisponibilité du réseau ferré. Sans oublier les caisses de produits importés (ou donnés au titre de l'aide alimentaire), amoncelées sur les quais, faute de moyens de maintenance ou de distribution en état de fonctionnement.

Il faudrait aussi évaluer les coûts, en temps et en fatigue, de l'indisponibilité chronique des cars et des autobus qui transportent ceux qui travaillent vers les lieux de production... ou les machines qui trop souvent défilent. Cette situation est particulièrement pénalisante dans le secteur agro-alimentaire, les centaines de tonnes de tomates ou d'ananas n'attendant pas forcément sans dégâts que s'écoule la semaine nécessaire à la remise en route d'une ligne de conserverie.

L'usine « bien en main »

UN recours à des partenaires étrangers est fréquemment envisagé pour traiter des problèmes ponctuels de remise en état d'équipements. Mais une fois le service rendu - et facturé - et les assistants techniques repartis, les exploitants locaux doivent se débrouiller avec les moyens du bord... L'amélioration est éphémère et les difficultés de fond demeurent. Pour les pallier il faudrait passer de l'usine « clé en main » à l'usine « bien en main » ; l'usine « clé en main » se contente de produire. L'usine « bien en main » produit des tonnes vendues, des clients satisfaits et... des bénéfices.

Privilégier la seule maintenance serait en partie inefficace. Améliorer le fonctionnement d'une entreprise nécessite en effet d'agir sur toutes ses fonctions : commerciale, administrative, productive. D'où la nécessité de ne pas limiter le transfert de technologie à la connaissance du comportement du matériel, mais de l'étendre à l'ensemble des facteurs techniques, de gestion, de formation, d'organisation et de management (3). Dès lors, les acteurs réellement efficaces d'une coopération sont les opérateurs industriels du même métier. Ils peuvent à cette occasion, faire connaître leurs partenaires entreprises de services et de conseil spécialisées en organisation, en formation, en documentation technique, en informatique industrielle, etc.

Ainsi, dans le domaine de l'eau ou de l'électricité, par exemple, accroître la production ne suffit pas. Il faut aussi la distribuer. Mais également raccorder les abonnés, les faire payer, le réseau et le service aux utilisateurs étant aussi importants que la production elle-même. Ce sont des solutions d'ensemble dont le tiers-monde a aujourd'hui un urgent besoin (4) pour valoriser ce que l'OIT appelle « de véritables mines d'or » : ses ressources productives inutilisées ou sous-utilisées.

Dans l'immédiat, on pourrait, en partie, remédier à l'énorme gâchis qui ébranle - tout particulièrement en Afrique - tant d'usines fonctionnant au ralenti ou totalement arrêtées

en procédant à la réhabilitation de certaines d'entre elles. De certaines seulement, car un bon nombre sont déjà condamnées d'avance par une localisation aberrante ou par absence de marché, tel le tunnel de congélation des abattoirs de Foucha au Tchad, jamais utilisé faute de demande locale de viande congelée, ou encore l'unité textile de Sanyah en Guinée, construite (et même réhabilitée), alors qu'il n'existe pas de coton sur place (5).

Le marché de la réhabilitation, à condition qu'en soient définis les moyens de financement, devrait constituer un secteur exemplaire de la coopération entre le Nord et le Sud ; la rénovation des équipements, l'assistance technique ou la formation de personnels permettraient de susciter des emplois chez les premiers tout en créant chez les seconds les conditions minimales de la réussite industrielle (6).

(1) Informations OIT, volume 24, n° 1, février 1988, Ombve.
(2) Centre Nord-Sud de l'Institut de l'Entreprise, Pour un vrai partenariat industriel avec l'Afrique, rapport du groupe de travail présidé par Gérard Egault, mai 1985, Paris.
(3) Voir Mario-Angèle Hermite, « Des formes nouvelles de transfert de technologie », le Monde diplomatique, avril 1988.

(4) Voir Claude Fichet, « Investir dans la maintenance pour agir sur le sous-développement », Gérer et comprendre (sérial trimestrielle de la revue Annuaire des mines), décembre 1987. Cet article a été repris dans Problèmes économiques, n° 2062, 17 février 1988, La Documentation Française, Paris.
(5) On trouvera de nombreux autres exemples, ainsi que des bilans du fonctionnement des unités industrielles africaines, secteur par secteur, dans Pour un vrai partenariat industriel avec l'Afrique, op. cit.

(6) Voir deux ouvrages récemment publiés en coédition par l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) et Développement : Philippe Delalande, Gestion de l'entreprise industrielle en Afrique, Paris, 1987, 190 pages, 98 F, et Entreprises et transfert de technologie, sous la direction de Philippe Delalande, Paris, 1987, 206 pages, 125 F.

PEUGEOT - CD - TT - SODEXA



Quand le lion présente ses lettres de créance

Quand on est en poste, le choix d'un véhicule requiert réflexion. Une marque réputée, un réseau compétent et dense, un passé historique dans la production comme dans la compétition sont autant de quartiers de noblesse. Pour le personnel diplomatique, Automobiles PEUGEOT a mis en place une organisation spécialisée. PEUGEOT SODEXA qui apporte une expérience et un savoir-faire internationaux : tarifs préférentiels, facilités de règlement personnalisées, gamme de véhicules conformes aux normes en vigueur sur le territoire d'affectation, reprise du véhicule à l'occasion, expédition dans le monde entier, formalités.

Autant de lettres de créance qui font de PEUGEOT SODEXA un partenaire fiable, sérieux, discret et efficace sur toutes les routes étrangères où le lion PEUGEOT est l'expression du rayonnement de la technique française.

PEUGEOT - CD - TT - SODEXA - SERVICE VENTES DIRECTES AUX DIPLOMATES
magasin d'exposition PEUGEOT
Bureau SODEXA - CD - TT - 136 Champs-Élysées - 75008 PARIS - Tél. : (1) 42 25 20 98
Siège social SODEXA - 115 rue Danton - 92400 COURBEVOIE - Tél. : (1) 88 50 83 - Télex 615 072 F
SODEXA - Filiale Automobiles PEUGEOT

VENEZ l'ambit

Sauf à l'occasion des élections le Venezuela économique dans l'inflation galopante l'élection présidentielle deux grands partis - Acción la chape du bipartisme et informée qui attend l'amélioration de une participation

Une diplo

À tous les moments de l'histoire, le monde est en mouvement. Les événements se succèdent, les cultures se confrontent, les idéologies se heurtent. L'économie mondiale est en pleine mutation, marquée par des révolutions technologiques et scientifiques. Les défis sont nombreux, les solutions complexes. L'économie mondiale est en pleine mutation, marquée par des révolutions technologiques et scientifiques. Les défis sont nombreux, les solutions complexes.

Stabilité et permanence du système

Le premier rendez-vous aux Nations Unies de la diplomatie économique mondiale se tient à Buenos Aires. La première priorité est la stabilité et la permanence. À cette fin, il est nécessaire de faire émerger les comportements de la transparence et les pratiques et habitudes démocratiques entreprennent dans un pays de tradition. Le second rendez-vous est primordial de défendre le principal produit d'exportation le cours du pétrole sur les marchés étrangers se maintiendra à un niveau élevé. Le rapport avec son partenaire dans l'économie internationale qui n'a rien de désolé. L'ère qui pendant la seconde guerre mondiale, le pétrole représentait 60 % de la consommation de la machine de guerre.

Cette ouverture sur l'extérieur, basée en outre d'une donnée géographique fondamentale : le Venezuela est un pays doté d'une zone littorale maritime sur le... Lire page 2

• Une démocratie bien encadrée par Francisco de Miranda, commandant par Marc Agi ;
• L'économie à l'heure de la...

Handwritten signature or stamp in Arabic script at the bottom of the page.

ERS-MONDE

ance industriel

le cas des complexes sidérurgiques... doivent parfois fonctionner en...
 Faute d'une fiabilité suffisante...
 réseau d'eau, le refroidissement...
 tations ne peut, en effet, être...
 assuré.

L'existence d'un pare d'urgence...
 marche est également une...
 On ne compte plus les usines...
 gâtées dans les caisses et...
 la vente, faute d'avoir été...
 Ni les kilomètres de tubes...
 sent dans certaines usines...
 possibilité du réseau...
 les caisses de produits...
 donnés au titre de l'aide...
 amoncelées sur les quais...
 moyens de manutention...
 tion en état de fonctionnement.

Il faudrait aussi évaluer...
 temps et en fatigue, de l'industrie...
 chronique des cars et des...
 transportent ceux qui...
 les lieux de production...
 lantes. Cette situation est...
 ment pénalisante dans le...
 alimentaire, les centaines...
 tomates ou d'ananas...
 forcément sans délai...
 semaine nécessaire à la...
 d'une ligne de conserve.

VENEZUELA l'ambition démocratique

Sauf l'occasion des conférences de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), le Venezuela retient peu l'attention de la presse internationale. Ce pays latino-américain constitue en effet un havre de stabilité démocratique et de croissance économique dans un sous-continent où, d'un Etat à l'autre, les guérillas, les militaires, l'inflation galopante ou le poids de la dette déstabilisent les gouvernements en place. Et l'élection présidentielle de décembre 1988 verra sans surprise triompher le candidat de l'un des deux grands partis - Action démocratique et COPEI - qui, depuis la chute de la dictature en 1958, encadrent l'expression politique de la société civile. Mais la chape du bipartisme ne saurait indéfiniment faire écran aux aspirations d'une population lucide et informée qui attend de ses dirigeants une gestion plus rigoureuse d'un budget de l'Etat alimenté par la manne pétrolière, une réduction des fantastiques inégalités sociales, l'amélioration des services publics et la mise en place de structures permettant une participation moins formelle des citoyens à la gestion de leurs affaires.



Une diplomatie au service de la paix et du pluralisme

Par RAMON ESCOVAR SALOM *

U ours des trente dernières années, le Venezuela a cessé d'être une société repliée sur elle-même pour entrer de plein-pied dans l'arène internationale. Auparavant, depuis 1914, nous étions certes déjà un pays pétrolier, mais, comme le bougeant gentilhomme, nous faisons de la prose sans le savoir. La prise de conscience de l'importance des hydrocarbures et particulièrement, en 1980, la création de l'OPEP - dont le Venezuela fut l'un des cofondateurs - contribua à la formation d'une mentalité politique permettant d'apprécier à sa juste valeur le rôle du pétrole dans la conjoncture mondiale. Une conjoncture qui, de son côté, allait avoir des incidences évidentes sur le comportement de cette matière première.

au groupe de Contadora. Cette initiative est essentiellement politique puisque les pays membres ne disposent pas de la capacité militaire susceptible d'appuyer leurs décisions. Mais c'est précisément ce qui confère de l'importance à cette expérience. Contadora a voulu « latino-américaniser » la politique internationale pour que les conflits, ouverts ou potentiels, qui surgissent dans la région soient gérés exclusivement par les intéressés et non par les super-puissances. Dans cette optique, le conflit d'Amérique centrale a été abordé comme un problème politique, et non pas militaire. Contadora constitue une innovation, en ce sens qu'il s'agit d'une méthode de communication entre les gouvernements et l'opinion publique, ainsi qu'un symbole de l'indépendance d'esprit qui tend à s'enraciner chez les gouvernements latino-américains et dont les effets semblent d'ores et déjà irréversibles.

conscience civile et culturelle du Venezuela depuis la fin du dix-huitième siècle. C'est pourquoi nous participerons avec enthousiasme à cette commémoration dont nous souhaitons qu'elle symbolise la permanence du courant historique qui s'est déplacé avec une surprenante vitalité d'une rive à l'autre de l'Atlantique.

Comme d'autres pays latino-américains, le Venezuela traverse en ce moment quelques difficultés économiques. Pendant une longue période, notre démocratie a grandi dans l'abondance. Aujourd'hui, elle doit être gérée en tenant compte des limitations économiques. Tel est le défi que nous devons relever. D'où notre désir d'exporter nos produits, de diversifier ce que nous vendons à l'extérieur, d'obtenir des garanties et de bénéficier de stimulants. Pour nous, la politique commerciale est un pas de plus vers l'universalité, et nous souhaitons devenir des partenaires et non pas de simples clients des grandes économies de la planète. En bref, nous aspirons à un esprit de coopération sans soumission.

Stabilité et permanence du système

C'est le valorisation économique de l'or noir qui nous conduisit à mieux mesurer sa signification politique et qui, avec d'autres facteurs, nous obligea à développer nos réflexes pour nous mouvoir dans un environnement nouveau, beaucoup plus large que celui de la vieille société locale d'origine rurale. C'est ainsi que, depuis 1958, la politique étrangère du Venezuela s'inspire de deux grands impératifs.

Tels sont les éléments de ce que l'on pourrait appeler le substrat idéologique de la politique extérieure vénézuélienne. En tant que pays démocratique, nous nous préoccupons du sort de la démocratie hors de nos frontières et de son extension constante dans le monde. La solidarité politique implique des valeurs et des initiatives communes dans tous les continents et avec tous les pays. Par ailleurs, il y a accord général dans notre pays pour affirmer que la stabilité mondiale dépend en grande partie de la diminution des inégalités sociales et économiques. Nous sommes convaincus que le vaste panorama des injustices internationales ne peut se modifier qu'au prix d'un processus continu d'ouvertures multiples. C'est pourquoi la politique extérieure vénézuélienne s'incarne chaque jour davantage dans sa vocation démocratique.

En 1989 se commémorera le bicentenaire de la Révolution française. N'oublions pas que l'indépendance de l'Amérique latine fut une des conséquences de ce grand bouleversement. Les idées venues de France imprègnent la

Le premier renvoie aux valeurs d'un système démocratique pluraliste dont la première priorité est de garantir sa propre stabilité et sa propre permanence. A cette fin, il se révèle nécessaire de faire converger les comportements de la société et les pratiques et habitudes démocratiques, entreprise difficile dans un pays de tradition autoritaire. Le second se fonde sur la nécessité primordiale de défendre notre principal produit d'exportation. Le cours du pétrole sur les marchés étrangers se maintient traditionnellement à un niveau très bas, sans aucun rapport avec son importance dans l'économie internationale ou son rôle à des moments décisifs de l'histoire. C'est ainsi que, pendant la seconde guerre mondiale, le pétrole vénézuélien assura 80 % de la consommation de la machine de guerre alliée.

Dans ce cadre, il importe d'évoquer la participation du Venezuela

Le Venezuela produit bien plus que du pétrole.

Découvrez, grâce à Banco Mercantil, tout le potentiel d'investissement que vous offre le Venezuela.

Services Spécialisés:

- Conseils pour les Investissements Etrangers
- Banque d'Investissement
- Cash Management
- Commerce International
- Banque Corporative
- Ainsi que d'autres services bancaires spécialisés

Agences Principales:
 Av. Andrés Bello, N° 1, Edif. Mercantil
 Caracas 1011, Venezuela
 Tel: (02) 507.1111
 Telex: 27002-27003-21789-29997
 BPER VC

Division Internationale:
 Tel: (02) 507.1200

Comptable:
 Tel: (02) 507.1237

Commerce International:
 Tel: (02) 507.1204

Agences Internationales:

Miami:
 Tel: (305) 374.1222
 Telex: 441188 BPER MIA

New York:
 Tel: (212) 838.4455
 Telex: 428902 BPER UI

Paraguay:
 Tel: (507) 235267 - 235062
 Telex: 2221 BPR PA

Caracas:
 Tel: (5099) 611566-611660-612117
 Telex: 1162 BPER VA

Agences Internationales de Représentation:

Londres:
 Tel: (1) 493.9932

Frankfurt:
 Tel: (69) 726345 - 726346
 Telex: 414422 BMA D

Lima:
 Tel: (14) 423670 - 423680
 Telex: 20170 INVEST

São Paulo:
 Tel: (11) 357154
 Telex: 1124358 - HYCOSBR

Bogotá:
 Tel: (1) 212.5911
 Telex: 45542 ANCTA CO

BANCO MERCANTIL
 Fondé en 1925

La politique du possible

Depuis trente ans, et avec une force croissante, cette ouverture s'est faite selon deux axes : la mondialisation et, en même temps, la régionalisation pour ce qui est de l'Amérique latine. Nous ne perdons pas pour autant le sens des proportions : il serait naïf ou prétentieux, pour un petit pays, d'élaborer une politique étrangère dépassant ses possibilités réelles.

- Lire pages 24 et 25**
- Une démocratie bien enracinée, par Gustavo Morales ;
 - Francisco de Miranda, combattant de la Révolution française, par Marc Ag ;
 - L'économie à l'heure de la diversification, par Daniel Solano.

Centre d'économie du développement et d'analyse régionale

Université de Bordeaux-I

Sciences Économiques

Le Centre d'économie du développement et d'analyse régionale est organisé par les équipes de recherche du Centre d'économie du développement et d'analyse régionale de l'Université de Bordeaux-I.

Une démocratie bien enracinée

Par GUSTAVO MORALES *

L'HISTOIRE politique vénézuélienne des trois dernières décennies pourrait se résumer à une campagne électorale permanente, dont deux partis sont nettement sortis vainqueurs : l'Action démocratique (AD) et COPEI. Dans un contexte où le territoire idéologique a pratiquement cessé d'exister, le premier peut être qualifié de social-démocrate matiné de populisme et le second de démocrate-chrétien pragmatique. Ces deux organisations sont, en réalité, des machines tentaculaires à produire des votes qui ont su se constituer en unique alterna-

tive de pouvoir. D'une élection à l'autre, le duo AD-COPEI a consolidé une situation de bipolarisation réduisant chaque fois davantage la marge de manœuvre des autres partis.

Le fait que le scrutin présidentiel se décide en un seul tour renforcé le phénomène du vote utile et a permis aux deux grandes formations d'obtenir plus de 80 % des suffrages. Hors d'elles ou contre elles, rien n'est possible au Venezuela, d'où l'énorme responsabilité que partagent leurs dirigeants dans la gestion quasiment en alternance

des affaires du pays depuis trente ans. Ce sentiment d'un pouvoir partagé a créé de larges zones de consensus, limitant les aspirations idéologiques et transformant le combat politique en une guérrille verbale infinie, derrière laquelle on devine un accord tacite pour préserver et renforcer un système qui, électoralement, continue à fonctionner.

Loin de constituer des blocs monolithiques, AD et COPEI se sont transformés en caisses de résonance des grandes aspirations sociopolitiques du pays et les luttes internes, les compromis et les alliances entre fractions diverses sont perçus par la population comme l'unique voie d'accès aux centres du pouvoir. Cela explique que les Vénézuéliens, revenus de toutes les illusions et repus de promesses électorales jamais tenues, continuent de voter massivement en se passionnant pour les querelles qui opposent les dirigeants et en entretenant l'espoir que, du monotone défilé des candidats, surgira tôt ou tard l'homme capable de régler les problèmes.

En 1988, donc, ce ne sont pas deux partis qui s'affrontent, mais deux hommes ayant déjà franchi un premier obstacle : l'inventaire de leur formation. M. Carlos Andrés Pérez, qui gouverna le Venezuela de 1974 à 1979, avait dû surmonter la rude opposition de son camarade de l'AD, l'actuel président Jaime Lusinchi, qui, lors des élections primaires, avait accordé son soutien à son ministre de l'Intérieur M. Octavio Lepage. Quant à M. Eduardo Fernández, il dut, pour être désigné comme candidat de COPEI, affronter et vaincre le fondateur du parti, M. Rafael Caldera, ancien président de la République. Un véritable parricide pour cet homme de quarante-sept ans dont toute la carrière s'effectua dans

l'ombre de celui que l'on a appelé l'un des pères de la démocratie.

Une tradition bien enracinée de la démocratie vénézuélienne est l'existence de gardiens de l'éthique nationale, de personnalités qui incitent ou tentent d'incarner une conscience morale, qui exercent leur « mission » à partir de situations indépendantes des partis et qui s'adressent directement à la population par le canal des médias ou de leurs propres travaux. Les écrivains Arturo Uslar Pietri et Ramon Velásquez, l'expert pétrolier Juan Pablo Pérez Alfonso, l'un des fondateurs de l'OPEP, ainsi qu'une poignée d'autres « sages » ont impitoyablement critiqué les failles du système sans jamais remettre en question ses valeurs essentielles.

La société de la pile effervescente

Leurs voix sont écoutées, leurs prises de position débattues, mais les remèdes qu'ils proposent sont rarement appliqués. Ce n'est pas pour rien que l'on a défini le Venezuela comme la société de la pile effervescente où les bulles d'un scandale se confondent avec celles du suivant et où, en fin de compte, l'eau reste constamment transparente. Dans la campagne présidentielle de 1988, le rôle de l'épine dans le talon des candidats est tenu par M. José Vicente Rangel, plusieurs fois candidat de la gauche dans le passé et actuellement éditeur d'une petite revue particulièrement incisive, *Reporte Privado*, qui, au début de cette année, a dénoncé les contributions financières que les trafiquants de drogue apportent aux campagnes électorales.

M. Rangel a uni ses efforts à ceux de deux autres journalistes, dont l'un, M. Marcel Granier, anime un programme politique très popu-

laire à la télévision, pour lancer une véritable bordée de dénonciations de la corruption et des irrégularités de la gestion de l'actuelle équipe gouvernementale. L'un des résultats fut la démission du ministre de la Justice et la mise en cause d'autres responsables. Comme toujours, la classe politique se défend en accusant ses accusateurs, et l'expression de « déstabilisateur de la démocratie » a été utilisée à plusieurs reprises contre M. Rangel. Ce qui est curieux, et surtout révélateur, dans la situation actuelle, c'est qu'une des figures traditionnelles de la gauche comme M. Granier, lié aux secteurs les plus conservateurs du patronat, aient simultanément entrepris de mettre en évidence les plaies du système.

Et c'est là que réside la clé de la gestion gouvernementale des deux partis à l'avenir. Petit à petit, à la marge du tandem AD-COPEI, et très souvent de l'intérieur même des deux appareils, surgit un sentiment de dégoût à l'égard de la manière dont les hommes politiques traditionnels conduisent les affaires du pays. Une inflation de 40 % en 1987, un chômage qui affecte 30 % de la population active, la dette extérieure et la délinquance urbaine sont autant de problèmes concrets que le prochain président aura à affronter. Mais le véritable enjeu est l'urgence avec laquelle sera abordé le véritable problème de fond : la société vénézuélienne s'est modernisée et dynamisée beaucoup plus vite que l'ensemble des institutions mises en place pour la gouverner depuis le départ du dernier dictateur en 1958.

Les fissures se sont transformées en crevasses mais les Vénézuéliens ont encore confiance dans l'édifice. Sous peine de se voir miné par leurs propres contradictions, M. Carlos Andrés Pérez ou M. Eduardo Fernández ne pourront pas se contenter d'administrer. En réalité, ils ont la chance de pouvoir compter sur un pays avide de bons

exemples et, surtout, d'une réforme des structures politiques permettant d'augmenter la participation des citoyens à la prise de décision, de redonner confiance dans la justice et de garantir un usage honnête des fonds publics. C'est dans cet esprit que, en décembre prochain, les Vénézuéliens retourneront voter pour les grands candidats... et aussi pour les petits.

Une femme candidate

La gauche vénézuélienne fait toujours figure de constellation où les petites étoiles se neutralisent par leur éclat. Le Mouvement pour le socialisme (MAS) et le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) présentent en commun la candidature de M. Teodoro Petkoff, âgé de cinquante-six ans, et qui, après plusieurs campagnes présidentielles, a conquis un espace politique qu'il ne parvient plus à élargir. De son côté, le Mouvement électoral du peuple (MEP) appuie la candidature du recteur de l'université centrale du Venezuela, la plus importante du pays. Mais aussi bien le MAS que le MIR ou le MEP voient régulièrement leurs dirigeants ou leurs militants les quitter pour rejoindre l'un des deux Grands.

Phénomène rare dans l'histoire vénézuélienne, une femme est candidate : M^{me} Imerda Villalba, épouse de M. Jovito Villalba, fondateur de l'Union républicaine démocratique (URD), et l'une des grandes figures de la lutte pour la démocratie. En se plaçant au centre gauche, M^{me} Villalba mène une campagne qui fait davantage appel aux sentiments qu'aux idées. Son symbole est un grand cœur. Au grand dam de M. Petkoff, les sondages donnent de très bons résultats à la candidature de l'URD. Si la tendance se confirme, le socialisme à visage humain pourrait céder la troisième place au cœur...

Francisco de Miranda, combattant de la Révolution française

FRANCISCO DE MIRANDA fut le seul Américain latin à prendre personnellement part à la défense de la France en danger. Et ce, dès le début de septembre 1792, sous Dumouriez, à Valmy, face aux Austro-Prussiens désireux de redonner son trône au roi Louis XVI, prisonnier au Temple depuis le 10 août. Grâce à Miranda, il existe une sorte de pont dans le temps, qui enjambe deux siècles et permet au Venezuela d'être partie prenante à la naissance de la liberté française. Le 24 août 1792, dans une lettre à Joseph Servan, ministre de la guerre, il précise les conditions dans lesquelles il accepte de se battre pour la patrie des droits de l'homme : « Conscient de la justice et de la magnanimité avec lesquelles la nation française défend sa souveraineté, et de la gloire à laquelle atteindront ceux qui auront l'honneur de s'unir à elle pour la défense de la liberté, source unique du bonheur humain, je consens à me battre loyalement à son service. »

Miranda est l'un des tout premiers étrangers à concevoir nettement le rôle que la France peut jouer, ne serait-ce que par son exemple, dans la libération des peuples et dans la « décolonisation ». L'idée d'une France prisonnière sera désormais insupportable aux amis de la liberté, qui viendront lui faire don de leur vie quand ils la sentiront en péril, comme plus tard en 1848, en 1917, en 1940... Rôle unique et étrange qu'un pays peut jouer dans l'imaginaire collectif, et qui fait que l'image de la France est plus grande que la France... Le nom de Miranda est gravé sur l'Arc de triomphe de l'Étoile, parmi ceux des sauveurs de la République.

MARC AGI, conseiller culturel, scientifique et de coopération technique à l'ambassade de France au Venezuela.

* Journaliste à Radio-France internationale.

Au Venezuela. BANCO LATINO, VOTRE VOIE D'ACCES A UN SYSTEME FINANCIER COMPLET ET INTERNATIONAL

S'il s'agit d'affaires, Banco Latino doit être votre premier contact au Venezuela.

Banco Latino vous offre la plus grande versatilité dans toutes vos opérations bancaires grâce à un Système Financier Complet et International qui groupe un univers d'entreprises au Venezuela et dans le monde entier.

Banco Latino a 74 agences et succursales stratégiquement disséminées sur le territoire vénézuélien qui lui permettent d'assurer une grande couverture et un meilleur service.

Sur le plan international, vous trouverez :
- Banco Latino International, à Miami, Florida.
- Banco Latino N.V., à Curaçao, Antilles Néerlandaises.



- Araven Finance Limited (Jersey, Angleterre), sa compagnie internationale d'investissements.

- Latimar, sa compagnie internationale de "Trading".

Du fait de sa capacité de réponse pour ce qui est le service d'exportations et celui d'importations, de sa fonction d'intermédiaire dans le domaine du commerce de denrées sur le plan international et de l'énorme réseau de correspondants dont il dispose en Europe et dans le monde entier, Banco Latino est votre premier contact au Venezuela et la voie d'accès à un Système Financier Complet et International.

Découvrez son monde... pour qu'il soit à vous.
Département International
Téléphone: 563.94.30 - 563.74.45
Caracas - Venezuela.



Au Venezuela. Passez

Prenez PRO l'app pour et ses com

Associé
Corresp

...COMPRENDRE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL... ANTICIPER L'ÉVÉNEMENT...

ABONNEZ VOUS

LE MONDE diplomatique

- Vous bénéficiez d'un tarif spécial
- Vous êtes certain de ne manquer aucun numéro
- Vous pouvez recevoir directement chez vous LE MONDE DIPLOMATIQUE dans le monde entier

Pour vous abonner, renvoyez le coupon ci-dessous ou par MINITEL 36.15 LEMONDE puis ABO

TARIF ABONNEMENTS	1 AN	6 MOIS
France, Andorre, Monaco, postes militaires et navales	162 F	90 F
ÉTRANGER VOIE NORMALE (toutes destinations)	225 F	125 F
VOIE AÉRIENNE		
● Europe, Pays du Maghreb	250 F	138 F
● Afrique, Proche-Orient, Moyen-Orient	271 F	148 F
● St-Pierre-et-Miquelon Sp85000 Dom.	313 F	169 F
● Amérique du Nord/Sud	313 F	169 F
● Comores, Madagascar Com.	343 F	184 F
● Asie, Australie, Océanie		

Je m'abonne pour 1 AN 6 MOIS

NOM _____ PRÉNOM _____
ADRESSE _____
CODE POSTAL _____ LOCALITÉ _____ PAYS _____

Bulletin d'abonnement à renvoyer accompagné de votre règlement en francs (ou en devises négociables en France)

LE MONDE diplomatique Service des abonnements BP 50709 - 75422 Paris Cedex 08

SCIENCE ET CHERCHEURS SCIENTIFIQUES DANS LA SOCIÉTÉ MODERNE

John P. Dickinson

Le chercheur scientifique ne peut guère échapper à l'attitude souvent ambivalente de l'opinion publique envers la science : tantôt il est perçu comme un ami, tantôt comme une menace, surtout lorsque les implications d'ordre éthique sont de grande portée. Une analyse lucide sur les enjeux socio-économiques, politiques et culturels qui pèsent aujourd'hui sur la recherche scientifique.

PRESSES DE L'UNESCO - 1988, 273 pages, 120 F
ISBN 92-3-202427-6

En vente dans les librairies universitaires et à la librairie de l'UNESCO
7, place de Fontenoy, 75700 PARIS (France)

Handwritten signature or mark at the bottom of the page.

L'économie à l'heure de la diversification

Par DANIEL SOLANO *

DANS un sous-continent en pleine crise financière, l'économie du Venezuela fait figure d'exception. La croissance économique a été positive au cours des trois dernières années, l'inflation reste inférieure à la moyenne régionale et les comptes extérieurs ont pu être bouclés sans recourir à l'appui du Fonds monétaire international. Performance d'autant plus remarquable que le Venezuela demeure fortement dépendant du pétrole : en 1987, l'or noir a représenté 52 % des recettes du budget et 87 % des exportations de marchandises.

Le changement le plus spectaculaire s'est produit dans l'agriculture, secteur « oublié » à l'époque du boom pétrolier. Avant 1983, le Venezuela importait la majorité de ses besoins alimentaires. La dévaluation du bolivar, mais aussi une politique active d'encouragement à l'agriculture (relèvement des prix, crédits à des conditions préférentielles, subvention aux engrais), ont entraîné un redémarrage spectaculaire de la production de céréales et de sucre. Selon les dernières estimations officielles, le secteur aurait enregistré une croissance de plus de 8 % en moyenne en 1985-1986, et de 4 % l'année dernière.

Le secteur minier est également en expansion. Producteur traditionnel de minerai de fer, le Venezuela se lance maintenant dans le charbon. La production du gisement de Guasará, à l'ouest du pays, devrait passer de 100 000 tonnes en 1987 à 6,5 millions vers le milieu des années 90. Enfin, le gouvernement a autorisé les compagnies étrangères à participer à l'extraction de l'or, dont les réserves sont importantes. Les exportations de métal jaune pourraient rapporter plusieurs centaines de millions de dollars par an.

Le renouveau de l'agriculture, la reprise de l'industrie et les projets de diversification permettant d'expliquer le redémarrage de l'économie depuis 1985. Le produit intérieur brut (PIB) a progressé de 6,8 % en 1986 et de 1,7 % en 1987. Le chômage a diminué (8,5 % de la population active à la fin de 1987 contre 11 % à la fin de 1985) mais la croissance enregistrée n'a pas permis de rattraper le terrain perdu en matière de niveau de vie. Selon la Commission économique pour l'Amérique latine des Nations unies (CEPAL), le PIB par habitant a baissé globalement de 20 % pendant la période 1980-1987.

La pression sociale est forte dans un pays où la population croît au rythme de 3 % par an. Selon un rapport officiel, la part de la population vivant dans une situation d'extrême pauvreté serait passée de 37 % en 1984 à 50 % en 1987. Plus de 7 millions de per-

sonnes (sur un total de 17 millions) vivent dans des bidonvilles (ranchos) dont le nombre continue à croître rapidement d'année en année. Ce problème « talonne » un gouvernement dont la marge de manœuvre reste limitée. Le déficit public a augmenté en 1987 en raison de l'accroissement des investissements publics. La nouvelle dévaluation du bolivar, en décembre 1986, a provoqué une brutale accélération de la hausse des prix en 1987 (+ 40 % contre + 12,7 % en 1986). Depuis le début de l'année, le gouvernement a donné la priorité à la lutte contre l'inflation, non sans succès d'ailleurs puisque les prix ont baissé de 1,6 % pendant le premier trimestre de 1988. Sur l'ensemble de l'année, l'inflation devrait cependant être de l'ordre de 20 %.

née

pour lancer une réforme des structures... l'équipe... des ministres de... en cause... Comme... politique... accusés... a été... reprises... en... dans la situa... de la gauche... un homme... aux secteurs... du patronat... entreprises... les pleins de...

Une femme candidate

La gauche vénézuélienne... toujours figure de... par leur écart. Le... socialisme (MAS) a... (MIR) présente en... candidature de M. T... qu, après plusieurs... présidentielles. L... espace politique qu'il... plus à élargir. De son côté... universel de la gauche... la candidature de... la plus importante du... aussi bien le MAS que le... MEP vont réglementer... quiter pour rejoindre l'... Grands.

Phénomène rare dans le... vénézuélienne, une femme... idate : M... épouse de M. J... dateur de l'Union... démocratique (URD), et... grandes figures de la... démocratie. En se plaçant... gauche, M... campagne qui fait... aux sentiments ou son... symbole est un grand... grand sam de M. P... dages donnent de très... 1985 à la candidature... tendance se confirme... l'usage à visage huma... crier la troisième place...

Reconquête du marché intérieur

Dans le secteur industriel, les entreprises ont procédé à une reconquête de leur propre marché intérieur et se sont parfois engagées à l'exportation (sidérurgie par exemple). La stratégie officielle a consisté à valoriser les ressources du pays en association avec les entreprises étrangères. A plusieurs reprises, le dispositif juridique des investissements étrangers a été assoupli et, en 1987, un mécanisme de conversion des dettes en investissements (debt equity swap) a été institué.

En 1988, l'effet de la baisse des prix internationaux a été amorti par la stabilité des volumes commerciaux. Le retournement du marché pétrolier international n'a donc pas plongé le Venezuela dans la crise. Et, en 1987, la remontée des cours s'est traduite par un « bonus » supplémentaire de l'ordre de 1,8 milliard de dollars, ce qui a permis de rééquilibrer le balance des paiements courants.

Le phénomène le plus important réside toutefois dans le processus de diversification engagé en 1983. La dévaluation du bolivar a renchéri le coût des importations et stimulé les exportations. Le modèle traditionnel de développement, basé sur la consommation frénétique de produits importés et le gaspillage, a été remis en cause en quelques mois. Dans un contexte de baisse des recettes pétrolières, priorité a été donnée à la mise en valeur des ressources locales, négligées pendant les années 70.

Dans l'aluminium, le Venezuela veut faire passer la capacité de production d'un peu plus de 500 000 tonnes actuellement à 1 million au début de la prochaine décennie et, éventuellement, à 2 millions à la fin du siècle. La société Pechiney s'est associée à l'entreprise publique Alcoa et à Austria Metall pour un projet de 180 000 tonnes, essentiellement destinées à l'exportation.

La diversification concerne aussi le pétrochimie. Fait peu connu, le Venezuela va devenir un producteur important de MTBE, additif de carburant dont le marché est prometteur. L'usine, d'une capacité de 500 000 tonnes, sera construite

* Economista.

FONDO DE INVERSIONES DE VENEZUELA

C'est une institution créée en 1974 avec pour objectif l'administration des ressources financières provenant des excédents pétroliers de l'époque.

L'institut a été conçu dans le but de:

- 1) Financer l'expansion économique par la voie de crédits ou de participations actionnaires.
- 2) Effectuer des investissements rentables à l'extérieur.
- 3) Administrer le programme de coopération financière internationale.

Depuis sa création, il a investi 11 milliards de Dollars dans les secteurs électrique et des industries mécaniques et métallurgiques de base.

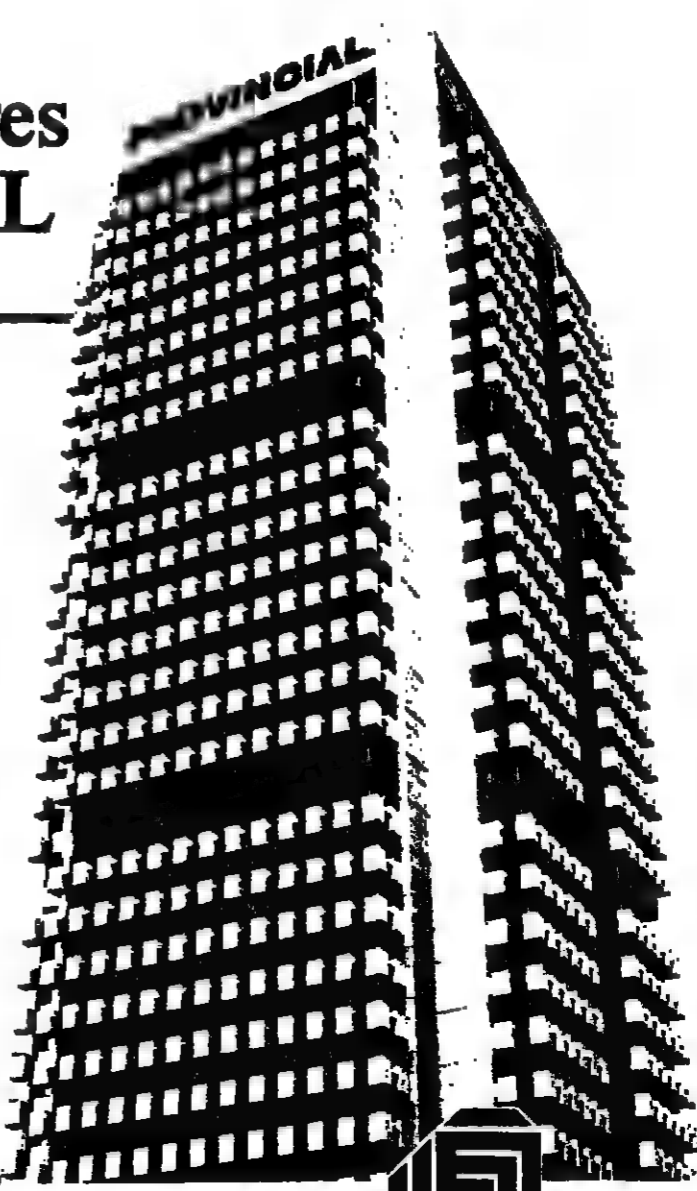


fondo de inversiones de venezuela

Au Venezuela, le monde des affaires passe par BANCO PROVINCIAL

Première et plus prestigieuse banque du Venezuela, BANCO PROVINCIAL allie la qualité de ses hommes à l'application des techniques bancaires les plus sophistiquées pour mettre à la disposition de sa clientèle, études, conseils, et services financiers adaptés aux exigences hautement compétitives du marché vénézuélien et des échanges commerciaux internationaux.

Adresse: Centro Financiero Provincial, Avenida Este-O, San Bernardino - Caracas.
Téléphones: 574.09.11 - 574.56.11 - 574.66.11 - 574.39.22.
Boîte Postale 1269 - Caracas 1010-A
Télex N° BPROV VC 21501 - 24538 - 24426
Téléfax 574.94.08

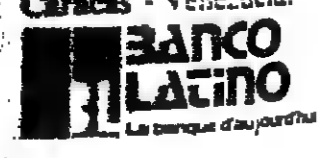


BANCO PROVINCIAL
S.A.I.C.A.

voire point d'appui au Venezuela

Associé au
CL CREDIT LYONNAIS
Correspondants dans le monde entier

Du fait de sa capacité de réponse pour ce qui est le service d'exportations et celui d'importations, de sa fonction d'intermédiaire dans le domaine du commerce de denrées sur le plan international et de l'énorme réseau de correspondants dont il dispose en Europe et dans le monde entier, Banco Latino est votre premier contact au Venezuela et la voie d'accès à un Système Financier Complet et International. Découvrez son monde... pour qu'il soit à vous.
Département International
Téléphone: 563.94.30 - 563.74.48
Caracas - Venezuela.



CHERCHEURS SCIENTIFIQUE LA SOCIÉTÉ MODERNE

P. Dickinson
Scientifique ne peut guère échapper à l'ambivalence de l'opinion publique: tantôt il est perçu comme un homme de menace, surtout lorsque les implications sont de grande portée. Incide sur les enjeux sociaux, politiques et culturels qui posent la recherche scientifique.
UNESCO - 1988, 273 pages, 1987
ISBN 92-3-202427-6
disponible dans les librairies universitaires et à la librairie de l'UNESCO de Fontenay, 75700 PARIS (France)

2017/10/20

DE LA SOLLICITUDE

ens face au

rares, les vols bien plus fréquents... Pour les trois cas les plus fréquents (vol, cambriolage, consommation...)

A LA SOLIDARITÉ

dégâts de la criminalité

D'abord, les infractions ne sont pas commises n'importe où. Certaines (agressions, agressions sexuelles) sont plutôt des infractions d'espace public...

Quant aux dommages physiques, c'est évidemment dans les cas de violences qu'on en rencontre le plus : deux fois sur cinq dans les cas d'agressions et d'agressions sexuelles...

Sont aussi bien élucidées les affaires accompagnées de l'identification du suspect, comme les vols dans les grands magasins, où les services de sécurité privée ne transmettent un cas à la police qu'après identification de l'auteur...

Une frontière mouvante entre l'Etat et le marché

PARMI les enseignements tirés de ces enquêtes, le plus utile peut-être est de savoir à qui les victimes ont recours. D'abord, à la police et à la compagnie d'assurances...

une place intermédiaire: on y allégué bien l'insignifiance des dommages, mais aussi - au moins pour les violences familiales et les agressions sexuelles - le souci de régler l'affaire soi-même...

La plainte est-elle ici autre chose qu'une formalité? C'est l'assurance qui gère réellement les vols et les cambriolages - avec la concours des fournisseurs de biens et de services de sécurité...

LES RÉSEAUX D'ASSISTANCE

Comment réparer les préjudices ?

Par MARIE-PIERRE DE LIÈGE *

L'inverse des systèmes anglo-saxons, la victime, en France, peut se constituer partie civile, c'est-à-dire - si le procureur de la République n'en prend pas l'initiative - saisir la juridiction pénale d'une demande de poursuites contre le responsable d'une infraction...

La plus souvent mal informée, parfois mal accueillie par des services de police et de justice surchargés de travail, elle parvient difficilement à faire entendre son voix et reconnaître leurs droits. Très peu obtiennent en fin de compte le paiement réel de leurs dommages et intérêts...

Des dispositions législatives même protectrices ne suffisent pas. Les pouvoirs publics en France - et notamment le ministère de la justice - l'ont compris et se sont engagés depuis cinq ans dans une politique nouvelle visant à développer une véritable assistance aux victimes...

Dans ces services, toutes les victimes sont reçues, informées et assistées gratuitement : soutien moral, renseignements sur les droits et aide aux démarches, aide matérielle parfois (réparation de portes fracturées, prêts financiers), visites à domicile, à l'hôpital...

* Magistrat.

UN SENTIMENT DE MENACE

Le recours au marché de la sécurité

Par THIERRY GODEFROY *

Le développement d'un sentiment d'insécurité a provoqué la croissance accélérée, au cours de la dernière décennie, d'un important marché de la sécurité répondant tant à un souci de protection rétributive (les assurances) qu'à celui d'une protection préventive (les équipements de sécurité ou les sociétés de gardiennage)...

La brutale augmentation du volume des primes ne s'explique pas seulement par un souci accru de protection des biens. Les changements intervenus dans les modalités des contrats d'assurance-vol y ont contribué...

Le secteur des équipements de protection électronique ou traditionnelle (blindage, verrous) est plus difficile à estimer. L'ensemble des installateurs de systèmes d'alarme ont un chiffre d'affaire global d'un milliard et demi (250 millions il y a dix ans)...

Les sociétés privées de surveillance, ont connu un important développement à la fin de la décennie 70. La Fédération française des organismes de prévention et de sécurité (FFOPS), qui déclare regrouper les cent vingt plus grosses entreprises (la plus importante emploie cinq mille personnes) représentant 80 % du chiffre d'affaire total, estime pour 1984 (dernière année connue) le chiffre d'affaires de ses membres à 2,4 milliards de francs et leurs effectifs totaux à soixante mille personnes...

Une autre évaluation peut être tentée à partir du recensement en reprenant la catégorie « agents de sécurité et de surveillance » (2) estimée à quatre-vingt mille personnes en 1982, soit environ deux vigiles pour trois policiers...

Fort de poids de ses effectifs, la profession dénie à la puissance publique la possibilité d'assumer seule la totalité des tâches de sécurité des biens et des personnes et lui propose de « sous-traiter » une partie du risque...

La diffusion d'un sentiment de menace au sein de la population, mais aussi la stratégie de professions du secteur privé mettant en cause l'efficacité du monopole de l'Etat dans le maintien de la sécurité publique...

* Chercheur au CNRS/CESDIP.

(1) Thierry Godefroy et Bernard Laffargue, Les Coûts du crime en France, Paris, CESDIP, 1987.

(2) Frédéric Ouguassan, L'Irréductible ascension des forces de sécurité privée, Actes, n° 60, Paris, 1987.

Université de Paris-Sud Faculté de Droit de Sceaux Formation de 3^e cycle

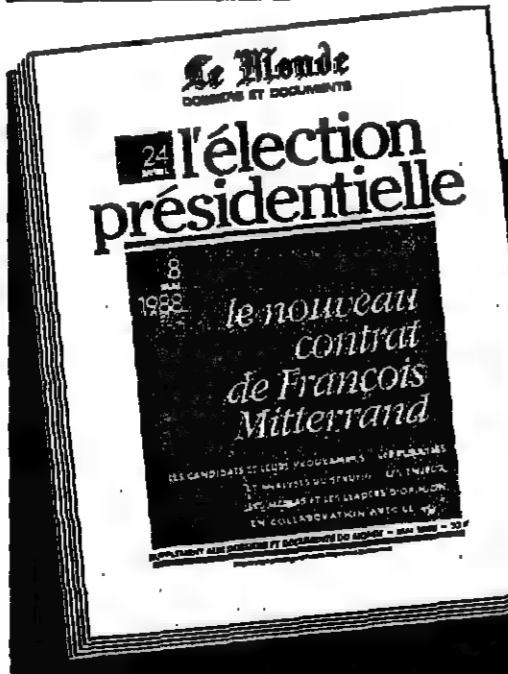
- DEA de droit canonique Directeur : M. Jacques LELIEVRE
DEA Politique criminelle et droits de l'homme en association avec Paris X-Nanterre Directeur : M^{me} Mireille DELMAS MARTY
DESS Diplomatie et administration des organisations internationales Directeur : M. Mario BETTATI
DESS Entreprises publiques, en association avec Paris IX-Dauphine Directeur : M. Michel DURUPTY
DESS Fiscalité internationale, en collaboration avec HEC Directeurs : MM. Patrick DIBOUT et Patrick RASSAT
DESS Droit de la santé Directeur : M. J.-M. LEMOYNE DE FORCES
Dates d'inscription : du 4 au 22 juillet 1988.

La Faculté recruterait quelques chargés de travaux dirigés de haut niveau.

ATION EN FRANCE

calamité publique

Les victimes de ce système (handicaps et incapacités) apparaissent à leur tour comme des victimes d'un système défectueux... Les victimes de la criminalité ont droit à une réparation intégrale de leur préjudice...



- La campagne : les candidats, les programmes.
Les résultats complets : par département, ville et grande commune pour chaque tour avec les commentaires des correspondants du Monde.
Les analyses : avec le concours du CNRS - les enjeux de l'élection présidentielle, - les priorités comparées des candidats et des médias, - les thèmes de la campagne et l'attente des citoyens, - les enseignements des sondages à la sortie des urnes (l'électorat de chaque candidat, le vote des femmes, des jeunes, des catholiques, etc.).

Un numéro hors série, 146 p. - 33 F EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

10/10/150

CURIOSITÉ

chinoise

rempart contre un retour de la...
Depuis 1979, le tirage des cartes...
repond pas à toutes les questions...

FRONTS ET FRONTIÈRES, de Michel Foucher

Un tour du monde géopolitique

Par le général SIEGES BUIS
En une discrète et trop modeste note en bas de page, Michel Foucher, auteur de Fronts et frontières (1), nous dit qu'il ne faut pas chercher dans son propos « une théorie générale de la frontière » produite par extrapolation à partir d'un seul cas, au défi de la pluralité des réalités et qui prétendrait acquiescer « force de loi »: il n'y a pas de loi en géopolitique, à la différence de ce qu'affirment les tenants de la vieille géopolitique, encore moins de scénarios inductibles déterminés par la nature ou la position. Les espaces ne sont pas des acteurs de l'histoire, mais de simples supports.

SITUATION DU FÉMINISME

Le pouvoir en partage

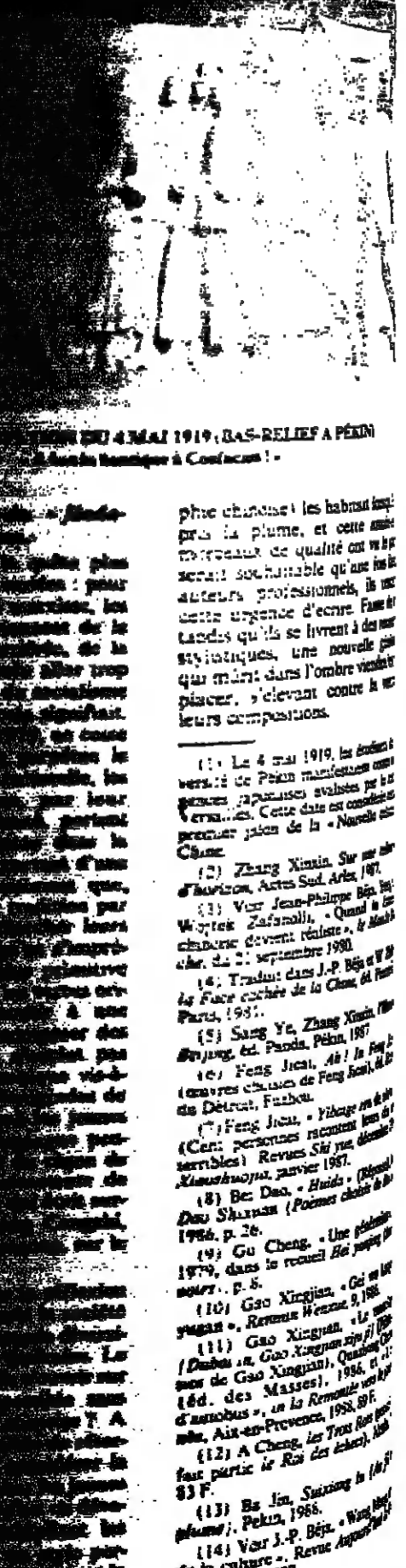
Par SYLVIE KERVIEL
« Si elles se mêlent aussi de ça ! » Cette réflexion, Danielle Le Briquier l'a entendue plus d'une fois, au fil de son parcours de militante féministe, et en particulier depuis bientôt dix ans qu'elle se bat pour la paix. Si le pacifisme est devenu un terrain de combat pour nombre d'associations féminines, ce n'est pas par hasard, explique Danielle Le Briquier, fondatrice du mouvement Résistance internationale des femmes à la guerre (RIFG).

Dans les revues...

- LE POLITIQUE ÉTRANGÈRE. - Un numéro consacré à la situation des pays en développement...
LE TRIMESTRE DU MONDE. - Existe-t-il un consensus parmi les hommes politiques français sur la politique étrangère ?
WORLD POLICY JOURNAL. - Une étude sur le rôle que les banques multinationales, en particulier la Banque mondiale, devraient jouer dans la protection de l'environnement.

BIBLIOGRAPHIE
Les problèmes d'actualité vus par les organisations internationales
Bureau International du Travail.
STRUCTURAL ADJUSTMENT: BY WHOM, FOR WHOM (L'ajustement structurel, par qui, pour qui ?) rapport sur les politiques d'ajustement structurel en Asie, et sur leurs effets, rédigé par l'équipe du Programme pour l'emploi en Asie du BIE.

UNIVERSITÉ DE CLERMONT-I
FACULTÉ DES SCIENCES ÉCONOMIQUES
CENTRE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES SUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL
Magistère de développement économique
Formation de haut niveau spécialisée sur le développement économique...



IMMIGRATION ET CITOYENNETÉ

Quand les catholiques inquiétaient l'Amérique

Par PHILIPPE VIDELIER

Il a suffi de quelques réflexions de M. François Mitterrand sur le « sens de l'histoire » et le citoyen des gens qui vivent et travaillent en France pour que, dans l'instant, ressurgisse le spectre de la subversion islamique. Sur les ondes d'Europe 1, M. Jacques Chirac invitait les Français à imaginer un Khomeiny « qui serait devenu conseiller municipal de Neuquilly-le-Château (1) ».

Au soir du 16 mars 1986, le champagne coulait à flots au quartier général du Front national : « 1 800 bouteilles of France's most festive wine (2) », précisait l'International Herald Tribune, qui, depuis un siècle, porte un regard américain sur la France.

Le Herald Tribune notait que si John F. Kennedy avait lancé le mode des gouvernements qui misent beaucoup sur les cent premiers jours, et si cette perspective pouvait tenter M. Jacques Chirac, la voie restait étroite pour la France (3).

« Une sensualité débordante »

EST-IL nécessaire de modifier les conditions de naturalisation pour préserver l'identité nationale ? Les catholiques sont-ils intégrables ? Ces angossantes interrogations dominent le dix-neuvième siècle américain.

A Boston, le révérend Lyman Beecher prédisait que seul un renouveau religieux pouvait encore repousser cette « invasion » de l'Europe catholique. Dans les ghettos de New-York et de Philadelphie, les catholiques irlandais ou allemands s'imposaient. Leurs prêtres, comme l'évêque John Hughes à New-York, prétendaient faire subventionner leurs écoles confessionnelles - celles d'une religion liée à l'étran-

ger - par des fonds publics, et même remplacer la bonne Bible, celle du roi James, par une version à eux. Par ailleurs, et quoique chacun ait droit en cette libre Amérique à vivre selon sa foi, il fallait bien reconnaître que leurs mœurs étaient fort peu compatibles avec les règles de la morale telles que l'Union les concevait.

Les démocrates, prêts à manger à tous les râteliers, se firent élire à New-York grâce aux voix de catholiques fraîchement naturalisés. C'en était trop pour les vrais Américains, ceux qui avaient conquis la liberté au monde, et qui pensaient, comme Joseph Tinker Buckingham, de Boston, que la charité commence par soi-même et ordonne de s'auto-préserver.

« La canaille étrangère »

A Philadelphie, en 1844, le parti entreprit de donner un leçon aux Irlandais qui, non seulement faisaient sur le terrain de l'emploi une concurrence déloyale aux travailleurs américains, mais encore d'une ville faisaient un taudis. Kensington, par exemple, avait été autrefois un quartier chic. Il fallait voir combien il s'était dégradé jusqu'à devenir leur ghetto.

L'incendie d'une église a toujours fait la plus détestable impression sur le public américain, si respectables qu'aient été les motifs des American Republicans. Ce fut le début de leur déclin. En outre, leur prétention à concurrencer les Whigs (conservateurs) au plan national désagrégea les alliances passées localement et précipita leur marginalisation.

En 1834, l'ordre de la Bannière étoilée (Order of the Star-Spangled Banner) donnait naissance à l'American Party. Il paraît qu'interrogés sur leur goût du secret, les membres de l'ordre, qui s'appelaient eux-mêmes les « sires de 76 », - constatant rappel de la déclara-

tion d'indépendance et des valeurs américaines - répondirent qu'ils n'étaient au courant de rien : « I know nothing ». C'est pourquoi on leur donna le nom de Know-Nothings, et à leur mouvement celui de Know-Nothingism. Ils étaient organisés en Wigwags, dirigés par des Sachems, et trouvaient une base dans les milieux populaires, chez les artisans et les ouvriers qualifiés. Leur influence culmina dans les années 1854-1855. Leurs hommes parvinrent à contrôler plusieurs Etats, mais ils étaient puissants surtout dans le Massachusetts. Le problème noir les divisa dès 1856, puis la Sécession et la guerre civile mirent fin à leur activité.

Le président Ulysses S. Grant, qui avait appartenu aux Know-Nothings, envisageait ainsi sereinement dans une réunion d'anciens combattants, en 1875, la possibilité d'une nouvelle guerre civile, cette fois-ci entre... protestants et catholiques : « Entre le patriotisme et l'intelligence d'un côté, et la superstition, l'ambition et l'ignorance de l'autre ».

On vit se multiplier les témoignages de toute nature sur la duplicité des catholiques et l'américanisme - néologisme signifiant une absolue incompatibilité de genre - des immigrants irlandais ou allemands. Entre la fin de la guerre civile et la première guerre mondiale, les Etats-Unis accueillirent près de vingt-cinq millions d'étrangers, pour la plupart catholiques, de basse condition, et qui s'entassaient dans les mégapoles.

Un complot jésuite !

A Clinton, Iowa, naissait en 1887 l'Association protectrice des Américains, qui défendait le vrai américanisme et les vrais Américains, militait pour la réduction de l'immigration, une plus grande sévérité dans les naturalisations, et revendiquait vers 1895 (mais exagérer n'est pas pécher) deux millions cinq cent mille membres. Les historiens lui en attribuent peut-être cent mille. Elle pouvait néanmoins puiser dans le vivier des organisations « patriotiques » qui proliféraient : l'ordre patriotique des fils de l'Amérique, l'ordre des Américains d'origine. Les hommes loyaux de la liberté américaine, Les Tempeliers de la liberté, etc.

La nouvelle recrue devait s'engager à ne jamais voter pour un catholique ; à ne jamais employer un catholique lorsqu'elle pouvait embaucher un protestant ; à ne jamais faire grève aux côtés d'un catholique. L'American Protective Association (APA) croyait qu'en 1851 un conclave romain avait décidé de concentrer l'immigration européenne sur les grandes villes des Etats-Unis pour pouvoir s'en



AFFICHE DU FILM « NAISSANCE D'UNE NATION » DE D.W. GRIFFITH (1915) Le Ku Klux Klan craignait qu'on ne porte le pape à la Maison Blanche

emparer par la force des bulletins de vote. Elle ajoutait que bien qu'un huitième seulement de la population de l'Union fût catholique, ceux-ci occupaient la moitié des postes publics. Pour fortifier la foi de ses croyants, l'APA fabriquait une encyclopédie de Léon XIII, des « instructions aux catholiques américains », selon laquelle tous les hérétiques devaient être exterminés le jour de la fête de Saint-Ignace-de-Loyola. L'âme du complot jésuite, c'est-à-dire le 31 juillet 1893. Ross S. Johnson, qui, en 1948, a étudié l'APA de l'Ohio (8), raconte que la panique gagnait à l'approche de la date fatidique. A Toledo, la garde nationale fut mise en alerte une semaine. Le Toledo Blade indiquait que des milliers de gens avaient cru à la véracité de la menace papale. Mais croyez-vous que le non-événement, la date passée, ait embarrassé l'Association protectrice des Américains ? Pas du tout. C'était une preuve supplémentaire de la « roubardise jésuite destinée à désarmer les protestants de façon qu'une attaque ultérieure soit plus sûrement victorieuse ». L'APA eut aussi sa fin. Vers 1896.

Puis vint le second Ku Klux Klan, qui craignait que le trop-plein de policiers irlandais ne fasse courir des risques à la population vraiment américaine, et qu'ils ne marchent un jour sur le Capitole de Washington et ne portent le pape à la Maison Blanche. Cette croyance, également, eut une fin.

Même le Ku Klux Klan, aujourd'hui, par la voix de son Grand Dragon, a renoncé : « Eh bien, heu, nous séparons les Blancs des Juifs, mais nous n'établissons pas de différences entre les Blancs et les catholiques (sic) » (9). Toute l'Amérique croit désormais que les catholiques se sont intégrés.

Toute ? Non ! Une poignée d'irréductibles continue à combattre les « enfants de Satan », comme cette petite radio KTLB de Dodge-City, Kansas, qui apprend à ses auditeurs comment dresser des potences (10). Pourtant, à Boston, Massachusetts, un catholique, Joseph P. Kennedy, fils de Robert, assassiné il y a vingt ans, a été élu à la Chambre des représentants ; on se souvient que son oncle avait même occupé la Maison Blanche. Et aujourd'hui, un Noir, M. Jesse Jackson, peut briguer l'investiture du Parti démocrate. Cela donne des raisons d'imaginer qu'un jour un Malik devienne président de la République française. Pourquoi pas ?

- (1) Le Monde, 16 avril 1988.
(2) 1 800 bouteilles de vin le plus gai de France. International Herald Tribune, 18 mars 1986.
(3) International Herald Tribune, 24 mars 1986.
(4) International Herald Tribune, 13 novembre 1986.
(5) Le Monde, 18 novembre 1986.
(6) Thomas J. Curran, Xenophobia and Investigation, 1820-1930, Twayne Publishers, Boston 1975.
(7) Seymour Martin Lipset, Earl Raab, The Politics of Unreason, Right-Wing Extremism in America, 1790-1977, University of Chicago Press, Chicago, 1978.
(8) Ross S. Johnson, The APA in Ohio, Ohio State University, 1948.
(9) L'Evénement du jeudi, 1er mai 1986.
(10) Le Monde, 27 mai 1983.

Dans ce numéro :

- PAGE 2 : Courrier des lecteurs.
PAGE 3 : Les socialistes français et la contrainte européenne, suite de l'article de Bernard Cassen.
PAGE 4 : Quand le chômage sape la République, suite de l'article de Claude Julien.
PAGE 5 : Limiter l'extension de la grande pauvreté, par Denis Clerc.
PAGES 6 et 7 : TEXTES D'HIER A MÉDITER AUJOURD'HUI : De la « compréhension » des « valeurs » fascistes à la trahison des démocraties.
PAGES 8 à 10 : CRISES DANS LA FRANCE D'OUTRE-MER : Importation et violences en Nouvelle-Calédonie, par Jean-Marie Kohler. - L'extrême urgence des réformes économiques, par Jean-Luc Mathis. - Frise d'assaut et information-otage, par Jean Crozier.
PAGE 11 : Vers un marché mondial de l'information télévisée, par Yves Esdes.

- PAGES 12 et 13 : LA FOIRE AUX MIRACLES DES TÉLÉVANGÉLISTES AMÉRICAINS, par Ingrid Carlander.
PAGES 14 et 15 : Iran : l'imam Khomeiny se retourne contre les conservateurs, par Ahmad Salamati.
PAGES 16 et 17 : AFGHANISTAN : Du dialogue à l'inconnu, par Jacques Decourcy. - Les atouts vacillants du régime de Kaboul, par Alain Gresh. - Incertitudes et espoirs de la résistance, par Malécha Lodi et Hussain Haqqani.
PAGES 18 et 19 : Proche-Orient : Du conflit à la paix par l'internationalisation, par Alain Chabanon.
PAGES 20 et 21 : QUELQUE PART EN CÔTE-D'IVOIRE : A Grand-Bassam, l'an 2000 n'est pas pour demain, par Bernard Gosselin.
PAGE 22 : Relancer le développement par la maintenance industrielle, par Bertrand Girard.

- PAGES 23 à 25 : Venezuela : l'ambition démocratique (supplément).
PAGES 26 et 27 : LA VOIX ET LES DROITS DES VICTIMES : Les citoyens face aux dégâts de la criminalité, par René Zaubermaier et Philippe Robert. - Aide publique contre une calamité publique, par Anne d'Haestville. - Comment réparer les préjudices ?, par Marie-Pierre de Léges. - Le recours au marché de la sécurité, par Thierry Godsfroy.
PAGE 28 : La renaissance de la littérature chinoise, par Jean-Philippe Béja.
PAGE 29 : « Fronts et frontières », de Michel Foucher, par le général Georges Bois. - Féminisme : le pouvoir en partage, par Sylvie Kerviel. Dans les revues.
PAGES 30 et 31 : LES LIVRES DU MOIS : « Le Creuset français, histoire de l'immigration XIXe-XXe siècle », de Gérard Noiriel, par Yves Florenne. - « Lève-toi, militaire », de Manuel Zapata Olivella, par Denise Mendès. - « Mon mari est capable », de Denis Boucolon, par Bernard Gosselin.

Le Monde diplomatique du mois de mai 1988 a été tiré à 162 000 exemplaires.

Juin 1988

LES NOIRS

LE

32 pages

ARSENAL NU

Le

LES

Des

Une

recon

crois

ab

LE

LA

Le

Handwritten Arabic text at the bottom of the page.